

TIMIMOUN

Une moisson de plus de 220.000 quintaux de maïs attendue cette saison

P 16

SA VALEUR AVAIT ATTEINT 1,9 MILLIARD DE DOLLARS EN 2023

Le commerce électronique avance à pas sûrs

Longtemps perçu comme un segment marginal de l'activité commerciale, le commerce électronique s'impose désormais comme l'un des leviers les plus visibles de la transition numérique en Algérie. En 2023, sa valeur a atteint 1,9 milliard de dollars, selon les estimations de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), traduisant une dynamique en nette progression et une intégration graduelle du pays dans l'économie numérique mondiale. P 3



PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS BASÉ SUR LA NUMÉRISATION

Le ministre appelle à l'adoption d'un "système intelligent"

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a souligné la nécessité d'adopter un système intelligent de prévention des risques professionnels, reposant sur des solutions numériques et des systèmes d'évaluation des risques en temps réel, a indiqué hier un communiqué du ministère.

P 2

PRÉTENDU MOUVEMENT DE GRÈVE DES COMMERÇANTS

Le démenti formel de l'UGCAA

Face à la persistance de rumeurs faisant état d'un éventuel mouvement de grève au sein de la corporation, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a fermement réagi pour rétablir la vérité. Lors d'une conférence de presse tenue hier matin, son secrétaire général, Issam Bedrissi, a apporté un démenti catégorique à ces allégations, précisant qu'aucun arrêt de travail n'est observé ni envisagé pour les jours à venir.

P 3

CODE DE LA ROUTE

Le nouveau texte traduit une vision politique claire axée sur la prévention

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a indiqué, hier, que le nouveau texte de loi portant code de la route traduit une "vision politique claire" axée sur la prévention et l'extension de la responsabilité à toutes les parties impliquées dans les accidents de la route.

P 5

EN PRÉVISION DU LANCEMENT OFFICIEL DU GUICHET UNIQUE

Le ministre de l'enseignement supérieur tient une réunion de coordination P 2

BARRAGES

Le taux de remplissage atteint 33,82 % P 5

ONAB-FÉDÉRATION NATIONALE DES AVICULTEURS

Signature d'une convention pour garantir la stabilité des prix P 4

JIJEL

Lancement en 2026 des travaux de dédoublement de la RN 77 entre Jijel et Kaous

Des travaux de dédoublement la route nationale RN 77 sur sa section reliant les villes de Jijel et de Kaous devraient être lancés en 2026, a indiqué, mardi, le directeur des Travaux publics, Slimane Khelafa. Destiné à faciliter et à fluidifier la circulation automobile sur ce tronçon très fréquenté de la RN 77, ce dédoublement permettra également de faire la jonction avec la bretelle d'accès à la pénétrante autoroutière Djen-Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif), a précisé le responsable. M. Khelafa a également fait savoir, dans le même contexte, qu'une consultation a été lancée en début de semaine, et publiée sur les journaux nationaux, relative à l'étude technique de ce projet de dédoublement sur 8 km. Pour rappel, plusieurs projets représentant un investissement public de plus de 7 milliards de dinars, ont été inscrits, au titre de l'exercice 2026, à l'indicatif du secteur des travaux publics de la wilaya de Jijel.

EN PRÉVISION DU LANCEMENT OFFICIEL DU GUICHET UNIQUE

Le ministre de l'enseignement supérieur tient une réunion de coordination

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a tenu une réunion de coordination avec les directeurs de plusieurs établissements universitaires, consacrée à la préparation du lancement officiel du guichet unique et au débat des questions pédagogiques et de recherche, indique, mardi, un communiqué du ministère. Cette réunion de coordination tenue, lundi soir, a réuni les cadres du ministère, les présidents des conférences régionales des universités (centre, ouest, est), et les directeurs de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme, du Centre de développement des technologies avancées (CDTA) et de l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement Technologique (ANVREDET), précise la même source. La réunion a également regroupé par visioconférence, les recteurs de l'Université des Sciences et Technologies Houari Boumediene (USTHB), de l'Université de Constantine 3 et de l'Université de Tlemcen Abou Bekr Belkaid.

PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS BASÉ SUR LA NUMÉRISATION

Le ministre appelle à l'adoption d'un "système intelligent"

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a souligné la nécessité d'adopter un système intelligent de prévention des risques professionnels, reposant sur des solutions numériques et des systèmes d'évaluation des risques en temps réel, a indiqué hier un communiqué du ministère.

Synthèse Selma R

M. Saihi a présidé lundi au siège du ministère, une réunion d'évaluation consacrée au suivi et à l'évaluation des activités de l'instance de prévention des risques professionnels dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), en vue d'évaluer les modes de gestion, les indicateurs de performance, et de suivre la mise en œuvre des recommandations relatives à l'amélioration du service public, notamment dans les domaines de la santé et de la sécurité professionnelles, et de la prévention proactive des risques professionnels". Le ministre a également instruit «d'adopter une approche nationale unifiée pour la prévention des risques professionnels, basée sur le ciblage intelligent des chantiers et des entreprises en s'appuyant sur les bases de données et l'analyse des taux d'accidents, en passant à un système préventif intelligent reposant sur les solutions numériques et les systèmes

d'évaluation des risques en temps réel», soulignant que «la numérisation et la prévention intelligente sont deux piliers fondamentaux dans l'édification d'un système national efficace de sécurité et de santé professionnelles». Il a également donné des directives pour «intensifier les sorties de terrain ciblant les chantiers du BTPH, et orienter les interventions vers les entreprises présentant des risques élevés et une forte densité de main-d'œuvre, dans le cadre d'une approche préventive anticipative», «avec un suivi permanent de la mise en œuvre des plans de prévention en matière de santé et de sécurité professionnelles outre de soumettre les infractions aux instances compétentes», et d'accompagner les entreprises dans l'élaboration et la mise en œuvre des dispositions préventives collectives et individuelles relatives aux activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique. A cette occasion, M. Saihi a insisté sur l'importance d'"unifier les mécanismes de collecte et d'analyse des données liées aux

accidents de travail et aux risques professionnels, et de les exploiter dans l'élaboration d'études analytiques prospectives appuyant la prise de décision et l'amélioration des politiques préventives, de développer des programmes de formation numériques au profit des travailleurs et des entreprises via des plateformes interactives, et d'accélérer la numérisation de l'ensemble des services de l'organisme de prévention en renonçant aux modes de gestion traditionnels". Il a, également, souligné la nécessité de «développer un système d'information national intégré et sécurisé, conforme aux normes modernes en matière de santé et de sécurité professionnelles, et d'élaborer un plan stratégique pour la période 2026-2030, conforme à la politique nationale de transformation numérique, reposant sur la numérisation du processus préventif, l'amélioration de la qualité des services et la facilitation de l'accès à l'information au profit des entreprises et des travailleurs».

MINISTÈRE DE LA POSTE

Lancement de l'appel à candidature pour le prix de la "CESAO" du contenu numérique arabe

Par R E.

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, mardi dans un communiqué, le lancement de l'appel à candidature pour la participation à la 5e édition du prix "CESAO" du contenu numérique arabe pour le développement durable, invitant les intéressés à déposer leurs dossiers avant le 25 février prochain. Ce prix organisé par la Commission écono-

mique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO), en collaboration avec le World Summit Awards (WSA), est ouvert aux entreprises et aux jeunes entrepreneurs qui ont développé des applications ou des solutions numériques qui mettent en relief un impact social et économique concret sur la société, précise la même source. Pour s'informer des conditions de participation, des critères de candidature et des règles du

prix, les candidats intéressés peuvent consulter la page officielle du Prix dans les deux langues arabe et anglaise, via les liens suivants: <https://www.unescwa.org/ar/events/escwa-digital-arabic-content-award-2025-2026> et <https://www.unescwa.org/events/escwa-digital-arabic-content-award-2025-2026>, ajoute le communiqué. Les candidats peuvent également déposer les dossiers de candidature exclusivement

via la plateforme électronique dédiée à cet effet, au plus tard, le 25 février prochain, via le lien suivant: <https://escwa.icnm.net/Signup/ESCWA-DAC/2025/>. Dans le cadre de la coordination et du suivi de la participation algérienne à cette édition, le ministère invite dans son communiqué les candidats à aviser ses services de leur inscription à ce Prix, via l'adresse e-mail: dgsi@mpt.gov.dz", selon la même source.

TRAVAUX PUBLICS

L'importance de la formation dans l'amélioration de la performance du secteur soulignée

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a souligné, lundi à Alger, l'importance de la formation dans l'amélioration de la performance du secteur et la pérennisation de ses projets, indique un communiqué du ministère. Au cours d'une visite à l'Ecole supérieure de management des travaux publics (ESMTP) de Sidi Abdellah, le ministre a

insisté sur la nécessité d'élargir les domaines de formation, de mettre à contribution les compétences nationales expérimentées et d'associer aux programmes de formation les organismes relevant du ministère et d'autres secteurs, en vue de renforcer les capacités des cadres et des formateurs et de mener à bien les projets du secteur, précise la même source. Dans ce cadre, M. Djellaoui a visité le ser-

vice pédagogique et les différentes structures de l'Ecole, où il s'est enquis des conditions de formation, avant d'assister, aux côtés des stagiaires de l'Algérienne des autoroutes (ADA), à des cours visant à consolider leurs connaissances théoriques et pratiques et à soutenir leur participation aux projets actuels et futurs dans le secteur, conclut le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SA VALEUR AVAIT ATTEINT 1,9 MILLIARD DE DOLLARS EN 2023

Le commerce électronique avance à pas sûrs

Longtemps perçu comme un segment marginal de l'activité commerciale, le commerce électronique s'impose désormais comme l'un des leviers les plus visibles de la transition numérique en Algérie. En 2023, sa valeur a atteint 1,9 milliard de dollars, selon les estimations de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), traduisant une dynamique en nette progression et une intégration graduelle du pays dans l'économie numérique mondiale.

Par Adem A.

Cette évolution n'est pas le fruit du hasard. Elle s'inscrit dans une orientation politique clairement affirmée, notamment lors du Conseil des ministres du 14 décembre 2025, au cours duquel le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a qualifié le commerce électronique de « défi majeur » appelant à la mobilisation de l'ensemble des acteurs pour renforcer la transparence des transactions et moderniser les pratiques commerciales. Pour Wahiba Zaknounge, sous-directrice du commerce électronique au ministère du Commerce intérieur et de la régulation du marché, cette orientation traduit une volonté politique assumée. « Les décisions issues de ce Conseil des ministres constituent un modèle d'une volonté politique forte, inscrite dans une démarche globale de transformation numérique », a-t-elle souligné, en précisant que « l'Algérie avance aujourd'hui à pas sûrs vers l'économie numérique, avec des résultats désormais visibles sur le terrain ».

Ces résultats se sont notamment matérialisés à travers l'organisation du Salon national du commerce électronique, tenu du 15 au 18 octobre 2025. Dans sa quatrième édition, l'événement s'est imposé comme le plus important du genre en Afrique, attirant plus de 140 000 visiteurs et réunissant plus de 300 exposants. Pour la responsable du ministère, ce salon a constitué « une image fidèle de la mutation que connaît le pays », mettant en lumière une nouvelle génération de jeunes porteurs de projets. «

Nous avons constaté un passage concret du statut de simples diplômés à celui d'entrepreneurs, grâce aux opportunités offertes par le commerce électronique », a-t-elle affirmé. Au-delà de la vitrine nationale, cette dynamique a également été reconnue à l'échelle internationale. En juin 2025, lors du Sommet mondial de l'entrepreneuriat organisé aux États-Unis, l'Algérie s'est hissée à la première place mondiale en tant que meilleur catalyseur de politiques publiques favorables à l'entrepreneuriat. Un classement qui, selon Wahiba Zaknounge, « reflète l'amélioration du climat des affaires et la crédibilité croissante de l'écosystème numérique algérien ». Les indicateurs internationaux confirment cette tendance. Dans les classements de préparation au commerce électronique, l'Algérie a progressé de 29 places au niveau mondial et occupe désormais la quatrième position en Afrique, derrière Maurice, l'Afrique du Sud et la Tunisie. « Ces rapports internationaux démontrent que l'Algérie dispose aujourd'hui de véritables atouts et d'un socle solide pour accélérer sa transition numérique », a expliqué la sous-directrice. L'essor du commerce électronique est étroitement lié au développement du paiement électronique, considéré comme l'un de ses piliers fondamentaux. Entre 2024 et 2025, les transactions électroniques ont enregistré une hausse de 50 %, tant en volume qu'en valeur. Une évolution rendue possible, selon Wahiba Zaknounge, par « l'amélioration continue des infrastructures monétiques, l'interopérabilité entre les banques et Algérie Poste, ainsi que par le renforcement des services logistiques ». À

ce titre, elle a souligné que la livraison de marchandises du nord au sud du pays peut désormais s'effectuer dans un délai ne dépassant pas 48 heures, un facteur déterminant pour la confiance des consommateurs. L'adhésion progressive des commerçants constitue un autre indicateur clé. Entre 2020 et 2024, plus de 92 % des commerçants se sont engagés dans le commerce électronique, portés par une approche fondée sur l'accompagnement et la sensibilisation plutôt que sur la contrainte. « La stratégie adoptée repose avant tout sur la pédagogie. Il n'y a pas de sanctions à l'encontre des commerçants non équipés, mais un effort constant pour les informer et les rassurer », a insisté Wahiba Zaknounge.

Dans cette optique, les campagnes de sensibilisation menées en 2024 ont touché plus de 180 000 commerçants et consommateurs, à travers des émissions radiophoniques et télévisées, des journées d'information et des actions de communication de proximité. Parallèlement, l'État a renforcé les mesures incitatives, notamment en prenant en charge, à travers la loi de finances 2025, les commissions liées au paiement électronique. « Contrairement aux idées reçues, le paiement électronique n'entraîne aucune commission pour le commerçant ou le consommateur. Au contraire, il est aujourd'hui plus avantageux que le recours au cash », a-t-elle précisé. Wahiba Zaknounge a conclu : « le commerce électronique algérien avance avec confiance et détermination vers un modèle plus moderne, plus transparent et plus inclusif ».

LIGNE BECHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

Début des essais techniques préliminaires

Par R. E.

Les essais techniques préliminaires sur la ligne ferroviaire minière ouest, reliant Bechar, Tindouf et Gara Djebilet, ont débuté, mardi, à l'aide d'une locomotive spécialement équipée pour le transport de passagers, a annoncé l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).

Le Directeur général de l'ANESRIF, Azzedine Fridi, accompagné des cadres centraux de l'agence, des responsables du projet, ainsi que des représentants des entreprises et sociétés publiques et du partenaire chinois impliqués dans la réalisation de cette importante infrastructure ferroviaire, a effectué un voyage d'essai, à partir de la gare de Tindouf à destination de Bechar, a-t-on précisé.

Le trajet s'est déroulé à bord d'une locomotive dédiée à ce genre de tests techniques préliminaires sur une ligne ferroviaires, a-t-on indiqué.

Il convient de rappeler que ce projet majeur, couvrant une distance de 950 km sur l'axe ferroviaire Bechar-Tindouf-Gara Djebilet, a été réalisé dans des délais records.

Les travaux, ayant débuté fin 2023 sous la supervision de l'ANESRIF en tant que maître d'ouvrage, visent principalement à valoriser le gisement de fer de Gara Djebilet, tout en désenclavant une grande partie des wilayas du Sud-Ouest du pays, à travers la réalisation de plusieurs gares de voyageurs et de marchandises à Tindouf, Oum Lassel, Gara Djebilet, Tabelbella, Hammaguir et Abadla, a-t-on expliqué.

Ce vaste chantier ferroviaire a été principalement exécuté par des entreprises nationales telles que Cosider Travaux Publics, EPTP Alger, SEROR Est, ENGOA, Infrarail, SNTP, GCB, Infracore et SAPTA, et le partenaire chinois CRCC, alors que le suivi technique de ce chantier a été assuré par divers bureaux d'études publics, a-t-on ajouté.

PRÉTENDU MOUVEMENT DE GRÈVE DES COMMERÇANTS

Le démenti formel de l'UGCAA

Par M. A.

Face à la persistance de rumeurs faisant état d'un éventuel mouvement de grève au sein de la corporation, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a fermement réagi pour rétablir la vérité. Lors d'une conférence de presse tenue hier matin, son secrétaire général, Issam Bedrissi, a apporté un démenti catégorique à ces allégations, précisant qu'aucun arrêt de travail n'est observé ni envisagé pour les jours à venir. Tout en rassurant l'opinion publique sur la stabilité de l'activité commerciale, le représentant syndical a vigoureusement dénoncé une campagne de désinformation délibérée, dont l'unique objectif serait de déstabiliser le marché national et de semer le trouble parmi les citoyens.

Selon le responsable syndical, les appels à la grève, notamment ceux évoquant la date du jeudi 8 janvier, ne reposent sur aucun fondement réel. Ils émanent, dit-il, de « pages Facebook anonymes qui diffusent des informations mensongères et cherchent à manipuler les commerçants ». Pour Issam Bedrissi, l'objectif est clair : « déstabiliser le marché, perturber l'écono-

mie nationale et créer une rupture de confiance entre le citoyen et le commerçant ». Il insiste sur le fait que ces pages, facilement identifiables, « ne sont pas animées depuis le territoire national », laissant entendre des tentatives de manipulation venues de l'extérieur. Afin de dissiper toute inquiétude, l'UGCAA affirme avoir procédé à des sorties de terrain dans plusieurs marchés de gros et de détail. Le constat dressé se veut rassurant. « Nous avons sillonné les marchés régionaux, nationaux et communaux, et tout fonctionne normalement », assure Issam Bedrissi. Il cite notamment les marchés de produits alimentaires, à l'image du marché de gros des Eucalyptus, où l'approvisionnement est jugé fluide, les produits disponibles et les prix stables. « Il n'y a ni rupture de stocks ni perturbation de l'activité commerciale », affirme-t-il, appelant les citoyens à ne pas céder à la panique.

Le secrétaire général de l'UGCAA replace ces rumeurs dans un contexte plus large qu'il juge préoccupant. Selon lui, l'Algérie fait face à des tentatives répétées de déstabilisation, qui cherchent à exploiter des revendications professionnelles légitimes pour porter atteinte au pouvoir d'achat des

citoyens. « Le commerçant algérien est conscient, responsable et patriote. Ce prétendu mouvement de grève ne le concerne en aucun cas », martèle-t-il, rejetant toute implication des commerçants dans ces appels. Issam Bedrissi a également tenu à rappeler la dimension historique et symbolique du mois de janvier pour la corporation. Il souligne que l'UGCAA est une organisation historique, fondée le 13 septembre 1956, et que le 8 janvier renvoie à la commémoration de la grève historique des huit jours, célébrée chaque année comme la fête du commerçant. « Instrumentaliser cette date pour appeler à la grève n'est ni innocent ni fortuit », estime-t-il, y voyant une tentative de brouiller les repères et de fragiliser un secteur qu'il qualifie de « colonne vertébrale de l'économie nationale ».

Le discours du secrétaire général a également abordé les rumeurs touchant d'autres secteurs, notamment celui des transports. Là aussi, Issam Bedrissi dénonce des appels infondés à la grève, liés à un projet de loi sur la circulation qui n'est pas encore entré en vigueur. Il rappelle que le dialogue reste ouvert avec les pouvoirs publics et que des réunions ont eu lieu

avec les ministères concernés, en présence des fédérations nationales du transport public, du transport de marchandises et des taxis. « Il y a eu écoute, transparence et volonté de trouver des solutions, y compris sur la question des tarifs », souligne-t-il.

Dans ce cadre, un groupe de travail conjoint a été mis en place afin d'examiner les préoccupations des professionnels, avec des propositions recueillies auprès des acteurs de terrain dans les 58 wilayas. Issam Bedrissi se veut optimiste : « Il n'y a pas de problème sans solution, à condition que tout soit posé sur la table du dialogue avec responsabilité et esprit national ».

À l'approche du mois de Ramadan, l'UGCAA entend renforcer cette dynamique de concertation. Une réunion de coordination préventive est annoncée avec le ministère du Commerce afin d'anticiper les besoins du marché. « Toutes les dispositions ont déjà été prises pour garantir la disponibilité des produits de large consommation », assure-t-il.

En conclusion, l'UGCAA appelle les commerçants, artisans et opérateurs économiques à faire preuve de vigilance et à ne pas se laisser entraîner par des rumeurs infondées.

BANQUE D'ALGÉRIE
Mouatassem
Boudiaf prend ses
fonctions de
Gouverneur par
intérim

M. Mouatassem Boudiaf a pris ses fonctions de Gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie, à la suite de sa nomination dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué de cette institution bancaire. La cérémonie de passation s'est déroulée dimanche au siège social de la Banque d'Algérie entre M. Boudiaf et son prédécesseur, Salah Eddine Taleb, en présence des hauts responsables de l'institution, a précisé la même source. Avant sa nomination à la tête de la Banque d'Algérie, Mouatassem Boudiaf a occupé le poste de vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, a-t-on rappelé.

MÉTAUX PRÉCIEUX
L'or poursuit
sa hausse

Les prix de l'or ont bondi lundi, atteignant leur plus haut niveau en plus d'une semaine, se rapprochant de leur record historique, sur fond de tensions géopolitiques qui déclenchent une ruée vers les valeurs refuges. L'or au comptant a grimpé de 1,9% à 4.411,90 dollars l'once, son plus haut niveau depuis le 29 décembre. Le métal avait atteint un record de 4.549,71 dollars le 26 décembre. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en février ont gagné 2,1% à 4.420,70 dollars l'once. Le métal précieux a bondi d'environ 64% l'année dernière, enregistrant sa plus forte progression annuelle depuis 1979, porté notamment par les baisses de taux de la Réserve fédérale, les tensions géopolitiques et les achats massifs des banques centrales. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a bondi de 3,6% à 75,25 dollars l'once après avoir atteint un record de 83,62 dollars le 29 décembre. L'argent a grimpé de 147% l'an dernier, porté par son statut de minéral critique aux Etats-Unis, des déficits d'approvisionnement persistants et une demande croissante des investisseurs et de l'industrie. Le platine au comptant a progressé de 3,5% à 2.216.65 l'once, après avoir atteint un sommet historique de 2.478,50 dollars une semaine plus tôt, tandis que le palladium a gagné 2,4% à 1.677,50dollars.

ONAB-FÉDÉRATION NATIONALE DES AVICULTEURS

Signature d’une convention pour
garantir la stabilité des prix

L'Office national des aliments de bétail (ONAB), filiale du groupe agroalimentaire AGROLOG, a signé, avant-hier à Alger, une convention de partenariat avec la Fédération nationale des aviculteurs visant à garantir l'approvisionnement régulier des marchés, notamment en poussins et en aliments, à des prix subventionnés. La convention a été signée entre le DG de l'ONAB, Lamri Hamitouche,

et le président de la Fédération nationale des aviculteurs, Ali Benchaïba, au siège du groupe AGROLOG, en présence de son PDG, Mohamed Batraoui. En vertu de cette convention, les aviculteurs bénéficieront de poussins à des prix subventionnés (80 DA le poussin âgé d'un jour), et de quantités suffisantes d'aliments nécessaires à l'élevage, tout en s'engageant à vendre leur production en poulets à l'ONAB à un prix fixé à 280 DA/KG. Quant aux aviculteurs disposant de leurs propres unités de production d'aliments, ils seront approvisionnés en quantités nécessaires de matières premières, notamment en maïs et en soja, selon les besoins de production, conformément aux explications fournies lors de la cérémonie de signature. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la signature, M. Batraoui a souligné que cette convention, d'une durée d'une année, s'inscrit dans le cadre de "la stratégie des pouvoirs publics visant le soutien durable de la filière avicole, la lutte contre la spéculation, et la protection du pouvoir d'achat du citoyen". Cette mesure s'inscrit dans une série de "dispositions d'urgence prises en vue d'assurer un approvisionnement régulier du

marché national à des prix raisonnables", notamment "au regard des perturbations enregistrées dans l'approvisionnement en certaines matières premières, telles que le maïs", a-t-il précisé. A ce propos, le responsable a tenu à rassurer que le maïs est actuellement disponible au niveau de l'ONAB à un prix fixé à 4250 DA/q, rappelant que les aliments destinés à l'élevage avicole sont mis à la disposition des professionnels à des prix encadrés, conformément aux mesures adoptées dans ce cadre. L'approvisionnement des éleveurs en poussins, dans le cadre de cette nouvelle convention, débutera à compter d'aujourd'hui, en vue de garantir la stabilité des prix des viandes blanches durant le mois de Ramadhan prochain, a-t-il ajouté. De son côté, M. Benchaïba a mis en valeur cette convention qui permettra d'assurer la disponibilité des matières premières nécessaires tout au long de l'année, garantissant ainsi la stabilité de l'activité de la filière avicole, ce qui se répercutera sur la disponibilité de la production en quantités suffisantes et sur les prix qui ne dépasseront pas, selon lui, 350 DA/kg durant le mois de Ramadhan.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 06 جانفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Janvier 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات	
DA / Kg			دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	78	87	68	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	116	136	97	الطماطم	
	Oignon sec	66	73	58	البصل الجاف	
	Ail sec	768	841	695	الثوم الجاف	
	Carotte	99	111	86	الجزر	
	Navet	109	121	97	اللفت	
	Choux fleur	84	95	72	قرنبيط	
	Choux	87	97	77	الكرنب	
	Courgette	178	194	162	الكوسة	
	Haricot vert	381	415	352	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	150	163	138	الخس		
Fruits frais	Clémentine	176	215	137	كليمنتين	فواكه طازجة
	Orange	155	190	121	البرتقال	
	Citron	146	168	123	الليمون	
	Pomme locale	389	472	305	التفاح المحلي	
	Datte	508	644	371	التمر	
	Banane	472	488	453	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1902	2057	1747	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	327	341	314	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	330,00	NC	0,00	2,44	-20,92	5,82	10,61	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	NC	0,00	0,80	-0,14	9,07	5,52	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,50	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,01	1,55	10,97	5,43	9006	20 713 800,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-8,36	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,43	3,97	5,00	0	0,00

BARRAGES

Le taux de remplissage atteint 33,82 %

Alors que les premières pluies hivernales font leur retour sur plusieurs régions du pays, la question du remplissage des barrages et de la sécurité hydrique revient au cœur du débat public. Invitée de la «Chaîne III» de la Radio algérienne, Mme Nadia Ouchard, directrice centrale de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), a dressé un état des lieux détaillé des ressources en eau, tout en exposant les perspectives et les grands chantiers du secteur à l'horizon 2030.

Par Réda Hadi

Selon les chiffres communiqués, le taux national de remplissage des barrages s'établit, début janvier 2026, à 33,82 %, soit une réserve globale estimée à 2,6 milliards de mètres cubes d'eau. Un niveau légèrement inférieur à celui enregistré à la même période de l'année précédente (34,8 %), mais qui ne suscite pas d'inquiétude majeure, assure la responsable. « La saison hivernale vient à peine de commencer. Les apports significatifs sont généralement observés au printemps, lorsque les pluies s'inscrivent dans la durée », a-t-elle expliqué. Mme Ouchard a souligné que les pluies récentes constituent un signal encourageant, tout en rappelant que l'efficacité hydrique dépend de la persistance des précipitations, notamment dans les bassins versants des barrages. En milieu urbain, le ruissellement rapide limite l'absorption, contrairement aux zones naturelles où l'eau contribue progressivement à l'alimentation des retenues et des nappes souterraines. Par ailleurs, dit-elle, l'Algérie dispose actuellement de 81 barrages en exploitation, un réseau appelé à se renforcer avec la mise en service de cinq nouveaux ouvrages dans les prochains mois. Ces infrastructures, situées notamment dans les wilayas de Skikda, Tizi Ouzou, Khenchela et Annaba, permettront d'augmenter la capacité nationale de stockage de près de 300 millions de mètres cubes. Un barrage écreteur

de crues est également prévu à Annaba afin de renforcer la protection contre les inondations.

L'interconnexion, un pilier de l'équilibre régional

Au-delà de ces projets immédiats, le secteur de l'hydraulique dispose d'un portefeuille d'environ 40 études de nouveaux barrages, susceptibles d'ajouter, à terme, plus d'un milliard de mètres cubes à la capacité nationale, sous réserve de la mobilisation des financements nécessaires. Face à une pluviométrie inégalement répartie et aggravée par le changement climatique, l'interconnexion des barrages s'impose comme une solution stratégique. Plusieurs systèmes sont déjà opérationnels, notamment à l'Est du pays, reliant des barrages de Jijel à Batna, ou encore ceux destinés à alimenter les Hauts Plateaux en eau potable et à soutenir l'agriculture. Ces transferts permettent de réduire les déséquilibres régionaux et d'assurer une plus grande flexibilité dans la gestion de la ressource, notamment entre le Nord, les Hauts Plateaux et certaines régions déficitaires.

Dessalement et gestion intégrée de l'eau

Le développement du dessalement de l'eau de mer constitue un autre pilier majeur de la stratégie nationale. L'objectif affiché est de couvrir 60 % des besoins en eau potable

d'ici 2030. Cette ressource non conventionnelle permettra de soulager les barrages et les nappes souterraines, favorisant leur reconstitution et leur utilisation rationnelle. « Le dessalement vise d'abord à sécuriser l'alimentation en eau potable, tout en laissant aux barrages leur rôle stratégique dans les transferts vers les Hauts Plateaux et le soutien à l'agriculture », a précisé Mme Ouchard, rappelant que les barrages demeurent indispensables en cas d'arrêts techniques des stations de dessalement. Parmi les défis structurels, l'envasement des barrages reste une préoccupation majeure, notamment dans les régions semi-arides. Phénomène naturel lié à l'érosion des sols, il fait l'objet de chasses périodiques et d'un suivi technique rigoureux afin de préserver les volumes utiles. L'ANBT s'inscrit également dans la numérisation de ses activités, un levier essentiel pour améliorer le suivi des projets et la gestion des ouvrages. Parallèlement, l'agence explore des solutions innovantes dans le cadre de la transition énergétique, à l'image des projets pilotes de photovoltaïque flottant sur les retenues de barrages, susceptibles de produire de l'énergie tout en réduisant l'évaporation. À travers ces orientations, l'Algérie confirme sa volonté de bâtir une gestion intégrée, durable et résiliente de l'eau, adaptée aux contraintes climatiques et aux besoins croissants des citoyens, de l'agriculture et de l'industrie.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Organisation d'un concours national des manuels professionnels

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé, mardi dans un communiqué, l'organisation d'un concours national des manuels professionnels, destiné aux auteurs et aux professionnels des différentes spécialités du secteur.

"Dans le cadre de l'encouragement de la production pédagogique professionnelle et de la valorisation des compétences nationales, le ministère organise le concours national des manuels professionnels, destiné aux auteurs et aux professionnels des différentes spécialités de la for-

mation et de l'enseignement professionnels", indique la même source. Ce concours constitue "une opportunité pour mettre en valeur la créativité, documenter les expériences professionnelles et contribuer à l'enrichissement du contenu pédagogique professionnel". Le dernier délai pour les

candidatures à ce concours est fixé au 31 janvier courant, tandis que l'annonce des résultats est prévue le 26 février prochain. Les personnes intéressées peuvent consulter les conditions de participation et télécharger le guide de candidature via le lien suivant: careers.mvet.dz/concours-manuels.

DOUANES

Saisie d'importantes quantités de drogues durant le troisième trimestre 2025

Les services des Douanes ont saisi, au cours du troisième trimestre de l'année 2025, d'importantes quantités de drogues, dans des opérations distinctes à travers l'ensemble du territoire national, selon un bilan publié par la Direction générale des Douanes (DGD). "Dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de contrebande, de trafic illicite et de criminalité transfrontalière, les brigades douanières opérationnelles ont saisi, au cours du troisième trimestre de l'année écoulée, d'importantes quantités de drogues, et ce, dans le cadre de l'exercice de leurs mis-

sions de protection à travers l'ensemble du territoire douanier, en étroite coordination avec les différents corps de sécurité", a indiqué la DGD, dans le dernier numéro de la revue des Douanes. Selon le bilan, 3,587 millions d'unités de comprimés psychotropes, plus de 2.214 kg de kif traité et 151,403 kg de cocaïne, ont été saisis. Le bilan fait également état de la saisie de 15.815 litres de boissons alcoolisées, plus de 107.000 paquets de cigarettes et 4513 kg de tabac. Par ailleurs, les brigades douanières ont procédé à la saisie de six (6) armes à feu, de 623 unités de muni-

tions, et de plus de 116.000 unités de pé-tards et de produits pyrotechniques. Aussi, dans le cadre de la lutte contre la spéculation et la contrebande de produits de consommation subventionnés, et pour garantir la stabilité des prix et du marché national, de préserver le pouvoir d'achat du citoyen et d'assurer son approvisionnement en différents produits de consommation, les services des Douanes ont saisi, durant la période allant de juillet à septembre 2025, 41.580 kg, plus de 12.000 litres de produits subventionnés, et de 74.934 litres de carburant.

CODE DE LA ROUTE Le nouveau texte traduit une vision politique claire axée sur la prévention

Par R E

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a indiqué, hier, que le nouveau texte de loi portant code de la route traduit une "vision politique claire" axée sur la prévention et l'extension de la responsabilité à toutes les parties impliquées dans les accidents de la route. Présentant le texte de loi devant la Commission de l'équipement et du développement local du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, M. Sayoud a précisé que le nouveau texte "traduit, dans sa substance, une intention sincère et une vision politique claire", rappelant que la sécurité des citoyens est une des priorités du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et un engagement de l'Etat envers le peuple. Dans sa version modifiée, le code de la route repose sur une "approche globale et intégrée qui appelle la conjugaison des efforts de tous les acteurs, chacun dans son domaine de compétence, pour parvenir à un système de circulation sûr et durable", a expliqué le ministre. Ce texte "se distingue par sa précision et sa clarté dans la définition des dispositions relatives à la sécurité routière, à travers l'introduction de mesures préventives obligatoires, jugées essentielles pour garantir l'intégrité des véhicules et des routes", a-t-il poursuivi. Dans la nouvelle version, les responsabilités sont, pour la première fois, étendues à toutes les parties impliquées dans les accidents de la route, et ne sont plus limitées aux seuls conducteurs sans tenir compte des circonstances environnantes, a fait observer le ministre. Cette orientation s'inscrit dans le cadre de la consolidation de l'arsenal juridique en matière de sécurité routière, à travers le renforcement des mesures et dispositions permettant d'en finir avec le phénomène de l'insécurité routière et de créer un environnement de circulation sûr, tenant compte de l'ensemble des facteurs à l'origine des accidents de la circulation, du véhicule à l'état des routes, en passant par le facteur humain, a encore précisé M. Sayoud. Le texte de loi vient renforcer le volet préventif et encourager la culture du signallement des comportements compromettant la sécurité routière, tout en associant la société civile à la diffusion de la culture de la sécurité sur les routes, a souligné le ministre, faisant état de l'institution, dans le nouveau texte, d'une Journée nationale de la sécurité routière et du Prix du président de la République pour la sécurité routière, en guise d'encouragement aux efforts en faveur de la sécurité routière. Les travaux de la Commission de l'équipement et du développement local du Conseil de la nation se poursuivent sous la présidence de son président, M. Yahia Charef.

EL-MENIAA

Plus 15,6 milliards DA d’investissements pour renforcer les réseaux d’électricité et de gaz en 2025

Les investissements affectés au renforcement des réseaux d’électricité et de gaz naturel dans la wilaya d’El-Meniaa pour l’année 2025 ont dépassé 15,6 milliards de DA, a-t-on appris lundi de la direction locale de distribution relevant de la Société nationale de l’électricité et du gaz (Sonelgaz).

Ces investissements ont pour objectif d’améliorer le service public en garantissant un approvisionnement énergétique continu, notamment face à l’extension du tissu urbain et au développement de l’activité agricole dans la wilaya, a-t-on souligné.

Dans cette optique, une enveloppe de 500 millions DA a été allouée par la Sonelgaz à des projets concernant le renforcement, la sécurisation du réseau électrique et l’optimisation des performances des installations, et ce afin d’assurer un approvisionnement stable et de réduire les coupures de courant particulièrement durant la période estivale.

Concernant le raccordement au réseau d’électricité, un montant conséquent estimé à 15 milliards de DA a été consacré, dont environ 90 pc de ce budget sont destinés à l’électrification agricole, en raison de la forte hausse de la demande liée au développement des investissements, notamment dans les cultures stratégiques.

S’agissant du réseau de gaz naturel, 100 millions de DA ont été dégagés dans le but d’étendre la couverture de cette énergie vitale, contribuant ainsi à améliorer les conditions de vie des habitants.

Ces projets traduisent l’engagement de Sonelgaz à accompagner le développement urbain et agricole, de fournir un service public de qualité et de participer au développement socioéconomique dans cette wilaya du Sud/Est.

JIJEL

Mise en service de plusieurs établissements scolaires

Plusieurs établissements scolaires des trois paliers de l’enseignement sont entrés en service lundi, dans la wilaya de Jijel, a-t-on appris auprès du directeur local de l’éducation, Saâd Kisra.

Le même responsable a précisé à l’APS que le secteur de l’éducation a connu lundi la mise en service au profit des trois paliers de l’enseignement de nouveaux établissements scolaires et d’autres de remplacement.

Il s’agit de trois groupes scolaires nouveaux du primaire dans les communes de Chahna, Emir Abdelkader et Jijel, de deux CEM à Jijel et El-Kennar Nouchfi et d’un lycée à Djimla, selon la même source.

Ces établissements dont certains réalisés dans "un court délai" conformément aux normes permettront de réduire le nombre moyen d’élèves par classe et éviteront aux écoliers de longs déplacements de sorte à favoriser une "meilleure assimilation en classe", selon le même responsable. Le secteur de l’éducation a connu depuis le début de l’année scolaire 2025-2026 l’entrée en exploitation de cinq groupes scolaires, 4 CEM et 2 lycées et d’autres établissements actuellement en cours de réalisation seront réceptionnées et mis en service au cours de la prochaine année scolaire 2026-2027, selon M. Kisra.

EL-BAYADH

De nouveaux projets de développement de proximité dans la commune de “Kef-Lahmar”

La commune de Kef-Lahmar, dans la wilaya d’El-Bayadh, a bénéficié de plusieurs projets de développement de proximité visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on appris, lundi, auprès du président de l’Assemblée populaire communale (P/APC), Tahar Aïdi.

La même source a précisé que ces projets s’inscrivent dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social pour l’année 2026.

Ces projets comprennent l’aménagement et la réalisation de trottoirs le long de la rue principale de la commune, qui longe la route nationale RN 6A, ainsi que l’aménagement du quartier Riyadh et le traitement des points noirs du réseau d’assainissement dans les quartiers El-Wiam et El Qods, en plus de la programmation de la réalisation d’une infrastructure technique dans le quartier El-Qods.

M. Aïdi a indiqué que les procédures administratives pour le démarrage de ces projets ont été entamées, récemment, soulignant

que les travaux devront débiter prochainement.

Il a ajouté que la commune a connu, au cours de l’année écoulée, plusieurs opérations de développement, notamment l’aménagement des quartiers El-Wiam, En-Nasr et El-Qods, la création d’un jardin public dans le quartier El Qods, l’installation de huit stations de bus, ainsi que quatre kiosques dans les espaces publics pour offrir des espaces commerciaux aux jeunes.

En matière de logement, la commune a bénéficié d’un quota de 400 lots sociaux, dont les listes des bénéficiaires ont été publiées le 1er novembre dernier. Les services de la direction de l’Urbanisme, de l’Architecture et de la Construction (DUAC) procéderont, cette année, à la réalisation de ces lots et à

leur raccordement aux réseaux de base, afin de permettre aux bénéficiaires d’entamer la construction de leurs logements.

Par ailleurs, la commune a annoncé, en novembre dernier, la liste des bénéficiaires d’un quota de 230 aides à la construction rurale groupée réparties sur cinq sites, en attendant que les bénéficiaires entament la construction de leurs maisons après la finalisation des procédures administratives nécessaires.

Dans un autre registre, les travaux de réalisation d’une école primaire dans la commune se poursuivent et devront être réceptionnés au cours de cette année, a-t-on fait savoir de même source.

SOUK AHRAS

L’opération de raccordement de la zone d’activités de Sidi Fredj aux réseaux du gaz et de l’électricité menée à son terme

L’opération de raccordement de la zone d’activités de la commune de Sidi Fredj, dans la wilaya d’El Tarf aux réseaux du gaz et de l’électricité, destinée à soutenir l’investissement, vient d’être menée à son terme, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de distribution du groupe Sonelgaz. La responsable de la communication de cette direction, Sihem Benaïcha, a précisé que cette opération, inscrite dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatif à l’alimentation en énergie des zones industrielles et d’activités, a nécessité un investissement public de 200 millions de dinars.

L’opération de raccordement de cette zone destinée à accueillir plus de 40 projets d’investissement dans diverses activités, a inclus la réalisation d’un réseau de transport de plus de 10 km et d’un réseau de distribution de quelque 29 km, ainsi que la construction d’une station de distribution publique de gaz. Ce dernier équipement permettra

de raccorder 700 foyers de la mechta d’Ouled Abbas, située dans la même collectivité locale, au réseau du gaz naturel, a encore fait savoir la même source. Selon Mme Benaïcha, des travaux sont actuellement en cours pour raccorder la mini-zone d’activités de la commune d’Ouled Idriss aux réseaux de l’électricité et du gaz, ainsi que la zone d’activités du lieu-dit "Debidiba" dans la commune de Ouled Kerbit ce qui permettra, selon elle, d’ouvrir la voie à de nouveaux projets d’investissement et à la

création d’emplois pour les jeunes de ces régions. La même source, rappelant que trois mini-zones d’activités situées dans les communes de Sedrata et de Taoura ont déjà été raccordées aux réseaux du gaz et de l’électricité, a souligné que le taux de couverture de la wilaya de Souk Ahras a notablement augmenté ces dernières années pour être porté 99,2 % pour le gaz naturel et à 99,1 % pour l’électricité.

ILLIZI

Remise de quatre titres de concession à des opérateurs économiques

Quatre (4) titres de concession ont été remis dans la wilaya d’Illizi à des opérateurs économiques pour la réalisation de projets d’investissement, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Cette initiative, intervenu en marge d’une récente journée d’information sur l’investissement, s’inscrit dans le cadre des efforts de l’Etat visant à promouvoir l’investissement productif et à soutenir le développement socioéconomique notamment

dans les wilayas du Sud, et ce à travers l’amélioration de l’accès au foncier industriel et l’accompagnement des porteurs de projets créateurs de richesses et d’emplois, a-t-on souligné. Générant plus de 150 emplois, ces projets concernent les constructions préfabriquées en béton armé, avec une capacité de production journalière de 1.800 m2, et la fabrication d’éléments préfabriqués et de béton prêt à l’emploi, d’une capacité de production pouvant atteindre

3.000 m2/jour. Il s’agit en outre de la réalisation d’un hôtel pour renforcer les capacités d’hébergement, en plus d’un centre de contrôle techniques des véhicules destiné à améliorer les services dans ce domaine pour le secteur des transports. Ces investissements contribueront à impulser une nouvelle dynamique socioéconomique dans la wilaya, conformément à la stratégie nationale de développement régional équilibré, a-t-on indiqué.

BATNA

Réception du projet d’extension de la station de traitement des eaux du barrage Koudiet Lemdouar «durant le 2^e trimestre 2026»

La réception du projet d’extension de la station de traitement des eaux du barrage Koudiet Lemdouar, situé dans la commune de Timgad (wilaya de Batna), est prévue durant le 2ème trimestre 2026, a-t-on appris lundi auprès du directeur de l’unité locale de l’Algérienne des eaux (ADE).

Dans une déclaration à l’APS, Mohamed Bouchaour a précisé que ce projet initié par l’ADE permettra à terme de traiter une quantité supplémentaire d’eau estimée à 56.500 m3/jour de sorte à porter le volume d’eau produit quotidiennement en vue de

l’approvisionnement des habitants des deux wilayas de Batna et de Khenchela de 113.000 à 169.500 m3.

Il permettra également, a-t-il ajouté, de renforcer l’approvisionnement des villes et d’augmenter les quotas quotidiens d’eau de certaines communes à l’instar d’Ain Touta qui verra son quota passer de 8.000 à 16.000 m3/jour.

L’ADE a mobilisé dans le cadre du programme centralisé une enveloppe financière de 2,07 milliards DA pour le projet d’extension de la station de traitement des eaux du barrage Koudiet Lemdouar en vue d’améliorer

l’approvisionnement en eau à travers les quatre galeries alimentant les villes de Batna et une partie de la wilaya voisine de Khenchela.

Le wali de Batna, Riadh Benahmed a insisté lors de sa dernière visite à ce projet sur la nécessité de respecter les délais de réalisation et avait donné des instructions à l’entreprise de réalisation pour renforcer ses chantiers et le réceptionner dans les plus proches délais au regard de son importance pour l’amélioration du service d’alimentation en eau.

La Nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique

Pour s'assurer que l'Amérique reste le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pour les décennies à venir, notre pays a besoin d'une stratégie cohérente et ciblée sur la manière dont nous interagissons avec le monde. Et pour y parvenir, tous les Américains doivent savoir exactement ce que nous essayons de faire et pourquoi.

5^e partie

Les États-Unis doivent reconsidérer leur présence militaire dans l'hémisphère occidental. Cela implique quatre décisions évidentes : Un réajustement de notre présence militaire mondiale afin de faire face aux menaces pressantes dans notre hémisphère, et en particulier aux missions ciblées par notre stratégie, et un retrait des théâtres d'opérations dont l'importance relative pour la sécurité nationale américaine a diminué au cours des dernières décennies ou années ;

- Une surveillance renforcée du littoral par la marine et les garde-côtes pour contrôler les voies maritimes, contrecarrer les migrations illégales et autres migrations non désirées, réduire le trafic d'êtres humains et de stupéfiants et contrôler les principaux itinéraires de transit en cas de crise ;
- des déploiements ciblés pour sécuriser les frontières et vaincre les cartels, y compris, le cas échéant, par l'utilisation de la force létale pour remplacer la stratégie uniquement fondée sur le droit qui a échoué au cours des dernières décennies ;
- Développer ou améliorer l'accès dans des endroits stratégiques.

Les États-Unis donneront la priorité à la diplomatie commerciale, afin de renforcer leur propre économie et leurs industries, en utilisant les droits de douane et les accords commerciaux réciproques comme des outils puissants. L'objectif est que les nations qui sont nos partenaires développent leurs économies nationales, tandis qu'un hémisphère occidental économiquement plus fort et plus évolué devient un marché de plus en plus attractif pour le commerce et les investissements américains. Le renforcement des chaînes d'approvisionnement critiques dans cet hémisphère réduira nos dépendances et augmentera la résilience économique américaine. Les liens créés entre les États-Unis et nos partenaires profiteront aux deux parties tout en entravant la capacité des pays hors hémisphère à accroître leur influence dans la région. Et même si nous accordons la priorité à la diplomatie commerciale, nous nous efforcerons de renforcer nos partenariats en matière de sécurité, qu'il s'agisse de la vente d'armes, du partage de renseignements ou d'exercices conjoints.

S'étendre

Tout en approfondissant nos partenariats avec les pays avec lesquels l'Amérique entretient actuellement des relations étroites, nous devons chercher à étendre notre réseau dans la région. Nous voulons que les autres nations nous considèrent comme leur partenaire de premier choix et nous les dissuaderons (par divers moyens) de collaborer avec d'autres. L'hémisphère occidentale recèle de nombreuses ressources stratégiques que l'Amérique devrait développer en partenariat avec ses alliés régionaux, afin d'accroître la prospérité des pays voisins et du nôtre.



Le Conseil national de sécurité va immédiatement entamer un processus inter-agences dynamique afin de confier à certaines agences, avec le soutien du service d'analyse de notre communauté du renseignement, la tâche d'identifier les sites et ressources stratégiques de l'hémisphère occidental à protéger et à développer conjointement avec nos partenaires régionaux. Certains concurrents hors hémisphère ont fait des incursions majeures dans le nôtre, à la fois pour nous désavantager économiquement aujourd'hui d'une manière qui pourrait nous nuire stratégiquement à l'avenir. Permettre ces incursions sans riposte sérieuse est une autre grande erreur stratégique américaine de ces dernières décennies.

La prééminence des États-Unis dans l'hémisphère occidental est la garantie de notre sécurité et de notre prospérité, elle nous permet de nous affirmer avec confiance où et quand nous en avons besoin dans la région. Les conditions de nos alliances et celles qui conditionnent l'octroi de toute forme d'aide doivent être subordonnées à la réduction de l'influence hostile extérieure, qu'il s'agisse du contrôle des installations militaires, des ports et des infrastructures clés ou de l'achat d'actifs stratégiques au sens large. Une partie de l'influence étrangère sera difficile à contrer, étant donné les alignements politiques entre certains gouvernements latino-américains et certains acteurs étrangers. Toutefois, de nombreux gouvernements ne sont pas idéologiquement alignés sur ces puissances étrangères, mais sont plutôt attirés par la possibilité de faire des affaires pour d'autres raisons, notamment les faibles coûts et les obstacles réglementaires moins nombreux. Les États-Unis ont réussi à faire reculer l'influence extérieure dans l'hémisphère occidental en démontrant, très précisément, le montant des coûts cachés (espionnage, cybersécurité, pièges de la dette et autres) inhérents à toute aide étrangère prétendument « peu coûteuse ». Nous devrions intensifier ces efforts, y

compris en nous servant des pressions des États-Unis dans les domaines financiers et technologiques pour inciter les pays à rejeter ce type d'aide. Dans l'hémisphère occidental et partout dans le monde, les États-Unis doivent faire comprendre que l'achat de biens, de services et de technologies américains sont un bien meilleur investissement à long terme, parce qu'ils sont de meilleure qualité et ne sont pas soumis aux mêmes conditions que l'aide apportée par d'autres pays. Ceci dit, nous allons réformer notre propre système afin d'accélérer les procédures de validation et d'octroi de licences, là encore, pour que nous soyons un partenaire de premier choix. Chaque pays doit choisir s'il souhaite vivre dans un monde mené par les États-Unis, composé de pays souverains et d'économies libres, ou dans un monde parallèle où il subit l'influence de pays situés à l'autre bout du globe.

Tout fonctionnaire américain travaillant dans ou sur la région doit être parfaitement informé de l'ensemble des influences extérieures néfastes, tout en exerçant des pressions et en offrant des incitations aux pays partenaires afin de protéger notre hémisphère. La protection efficace de notre hémisphère passe également par une collaboration plus étroite entre le gouvernement américain et le secteur privé américain. Toutes nos ambassades doivent être à l'affût des débouchés commerciaux qui se présentent, en particulier des principaux contrats gouvernementaux. Chaque fonctionnaire du gouvernement américain qui interagit avec ces pays doit comprendre qu'une partie de son travail consiste à aider les entreprises américaines à être compétitives et à réussir. Le gouvernement américain identifiera, dans chaque région, les opportunités stratégiques d'acquisition et d'investissement pour les entreprises américaines et les soumettra à l'évaluation des programmes de financement du gouvernement américain, y compris, mais sans s'y limiter, ceux des départements d'État, de la guerre et de l'énergie, de la

Small Business Administration, de l'International Development Finance Corporation, de l'Export-Import Bank et de la Millennium Challenge Corporation. Il nous faut également établir des partenariats avec les gouvernements et les entreprises régionaux pour construire des infrastructures énergétiques évolutives et résilientes, investir dans l'accès aux minerais essentiels et renforcer les réseaux de communication électroniques existants et futurs qui exploitent pleinement le potentiel américain en matière de cryptage et de sécurité. Les entités gouvernementales américaines susmentionnées devraient être utilisées pour financer une partie des coûts liés à l'achat de produits américains à l'étranger.

Les États-Unis doivent également résister et mettre en échec les mesures telles que la taxation ciblée, les réglementations déloyales et les expropriations qui désavantagent les entreprises américaines. Les termes de nos accords, en particulier avec les pays qui dépendent le plus de nous et sur lesquels nous avons donc le plus d'influence, doivent être des contrats à four-nisseur unique pour nos entreprises. Dans le même temps, nous devons tout mettre en œuvre pour repousser les entreprises étrangères qui construisent des infrastructures dans la région.

Asie : Gagner la bataille économique, éviter la confrontation militaire

Le président Trump a renversé à lui seul plus de trois décennies d'hypothèses américaines erronées sur la Chine : à savoir qu'en ouvrant nos marchés à la Chine, en encourageant les entreprises américaines à investir en Chine et en externalisant notre fabrication en Chine, nous faciliterions l'entrée de la Chine dans le soi-disant « ordre international fondé sur des règles ». Ce n'est pas ce qui s'est produit. La Chine est devenue riche et puissante, et s'est servie avec beaucoup d'habileté des avantages que cela lui procurait. Les élites américaines, au cours de quatre administrations successives des deux partis politiques, ont été soit volontairement facilitées la stratégie chinoise, soit se sont réfugiées dans le déni. La région Indo-Pacifique représente déjà près de la moitié du PIB mondial en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) et d'un tiers en termes de PIB nominal. Cette part ne manquera pas d'augmenter au cours du 21^e siècle. Cela signifie que cette région est déjà et continuera d'être l'un des principaux terrains d'affrontements économiques et géopolitiques du siècle prochain. Pour prospérer nationalement, nous devons être compétitifs là-bas, et c'est ce que nous faisons. Lors de ses déplacements en octobre 2025, le président Trump a signé des accords majeurs qui renforcent nos liens puissants en matière de commerce, de culture, de technologie et de défense, et qui réaffirment notre engagement en faveur d'une région indo-pacifique libre et ouverte.

(A suivre)

LIBYE

Durcissement
annoncé contre la
spéculation
commerciale

Le chef du gouvernement libyen promet une reprise en main du marché face à la flambée des prix, sans dissiper les doutes sur l'efficacité réelle de l'appareil de contrôle. Le Premier ministre du gouvernement d'unité nationale (GUN) libyen, Abdulhamid Dbeibah, a ordonné le renforcement de mesures strictes contre les commerçants accusés d'accaparement et de manipulation des prix, affirmant que l'État ne tolérerait aucune pratique portant atteinte au pouvoir d'achat des citoyens ou à la stabilité du marché. Cette déclaration a été faite jeudi, à l'issue d'une réunion élargie consacrée à l'évolution des prix et à la situation économique générale. Présentée comme une priorité gouvernementale, la lutte contre la hausse des prix s'inscrit dans un contexte de tensions persistantes sur les marchés libyens, marqués par des déséquilibres d'approvisionnement, une dépendance structurelle aux importations et une fragilité chronique des circuits de distribution. Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de protéger les consommateurs, tout en rappelant que la régulation des prix relevait d'un impératif politique autant que social.

COOPÉRATION

L'Egypte et la
Syrie signent des
accords de
coopération
énergétique

L'Egypte et la Syrie ont signé lundi deux protocoles d'entente visant à renforcer leur coopération dans le secteur énergétique, a annoncé le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales. Signés au Caire, ces accords portent sur la fourniture de gaz naturel égyptien à la Syrie en vue de produire de l'électricité ainsi que sur l'approvisionnement en produits pétroliers afin de répondre à la demande intérieure syrienne, a précisé le ministère dans un communiqué. Les documents ont été finalisés lors d'une rencontre entre Karim Badawi, ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, et une délégation syrienne de haut niveau conduite par Ghiath Diab, directeur adjoint des autorités énergétiques syriennes. M. Badawi a réaffirmé que son ministère était prêt à apporter son expertise technique et son soutien à la reconstruction des infrastructures énergétiques syriennes, selon le communiqué.

EGYPTE

37,5 milliards de dollars transférés
par les expatriés égyptiens entre
janvier et novembre 2025

Selon des estimations du ministère des Affaires étrangères, plus de 14 millions d'Egyptiens résident à l'étranger, et les envois de fonds qu'ils effectuent ont constitué l'une des principales sources de devises pour l'économie nationale en 2025.

Les transferts de fonds des expatriés égyptiens ont enregistré un montant annuel record de près de 37,5 milliards de dollars de janvier à novembre 2025, contre 26,3 milliards de dollars pour la même période en 2024, soit une hausse de 42,5%, selon un communiqué de la Banque Centrale Egyptienne (BCE) publié lundi 5 janvier.

Les transferts des Egyptiens travaillant à l'étranger augmentent de 47,2% en huit mois : BCE

Au niveau mensuel, le volume de ces virements s'est établi à 3,6 milliards de dollars en novembre 2025 contre 2,6 milliards de dollars en novembre 2024, soit une augmentation de 39,9%.

Selon des estimations du ministère des Affaires étrangères, plus de 14 millions d'Egyptiens résident à l'étranger, et les envois de fonds qu'ils effectuent ont constitué l'une des principales sources de devises pour l'économie nationale en 2025, dans un contexte régional marqué par de nombreux défis. Les transferts des travailleurs expatriés représentent pour l'Egypte l'une des principales sources de devises étrangères par rapport aux autres sources de revenus, telles que le tourisme, les recettes du canal de Suez ou même les exportations égyptiennes de produits non pétroliers, selon le Centre d'information et de soutien à la prise de décisions (IDSC) du Conseil des ministres.

Dans un document publié en 2024 par le Forum des politiques publiques, l'IDSC

avait proposé un certain nombre de politiques pour augmenter les recettes provenant de ces transferts d'argent, dont la création d'une holding égyptienne pour attirer les investissements des Egyptiens travaillant à l'étranger vers les grands projets nationaux. Cette société, qui devait aussi établir des partenariats avec des organisations internationales et des gouvernements pour soutenir les travailleurs à l'étranger et renforcer leurs transferts financiers, n'a cependant pas vu le jour jusqu'à présent. Le Forum des politiques publiques de l'IDSC est un espace participatif qui rassemble des jeunes, des experts et des décideurs afin de débattre des questions économiques et politiques les plus importantes.

EGYPTE -LIBAN

Signature d'un protocole d'accord pour la vente du gaz naturel

Le Liban a annoncé lundi son intention d'acheter du gaz naturel à l'Egypte afin de réduire sa dépendance au fioul, dans un pays confronté à des coupures d'électricité chroniques. En crise depuis des années, le secteur électrique libanais produit peu, contraignant la population à recourir massivement aux générateurs et à l'énergie solaire. Un protocole d'accord visant à répondre aux besoins locaux en gaz naturel destiné à la production

d'électricité a été signé par le ministre libanais de l'Energie, Joe Saddi, et le ministre égyptien du Pétrole, Karim Badawi. "La stratégie du Liban consiste d'abord à passer à l'utilisation du gaz naturel, puis à diversifier les sources de gaz par voie terrestre ou maritime", a déclaré M. Saddi. La signature vise à "acheminer du gaz naturel depuis l'Egypte (...) mais le processus prendra du temps car les pipelines doivent être réhabilités", a-t-il ajouté.

Beyrouth "contactera les bailleurs de fonds afin d'examiner comment ils peuvent contribuer au financement de la réhabilitation de la section libanaise", un chantier qui pourrait prendre trois à quatre mois, selon le ministre. Pour Le Caire, l'objectif est de "soutenir la sécurité énergétique des pays arabes, en s'appuyant sur ses infrastructures avancées" de gaz naturel, a affirmé le ministère égyptien du Pétrole. Le Liban a signé en 2022 un accord

pour importer du gaz naturel depuis l'Egypte et la Jordanie via la Syrie afin de renforcer son approvisionnement en électricité. Ces contrats n'ont jamais été mis en oeuvre en raison de problèmes de financement et des sanctions américaines visant la Syrie, que Washington a récemment levées. En avril, Beyrouth a signé un accord de 250 millions de dollars avec la Banque mondiale pour moderniser son secteur électrique.

TUNISIE

Le taux d'inflation recule à 5,3% en 2025

Le taux d'inflation en Tunisie a reculé en 2025 pour s'établir à 5,3%, contre 7% en 2024, selon les données publiées lundi par l'Institut tunisien des statistiques (INS). Au mois de décembre dernier, le taux d'inflation s'est stabilisé à 4,9%, par rapport au mois précédent (5%), d'après l'Indice des prix à la consommation pour décembre 2025, publié par l'INS. Cette stabilité s'explique par l'accélération du rythme d'évolution des prix du groupe "Alimentation" (6,1% en décembre 2025 contre 5,8% en novembre 2025) et par le ralentissement du rythme d'évolution des prix du groupe "Services de restauration, cafés et hôtels" (6% en décembre contre 6,2% en novembre 2025). En glissement annuel, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 6,1%, en raison principalement de la hausse des prix de la viande, du poisson frais et des fruits et légumes, alors que les prix des huiles alimentaires ont baissé de 14,8%. Sur un an, les prix des produits manufacturés ont connu, quant à eux, une augmentation de 4,9% en raison de la hausse

des prix des produits de l'habillement, chaussures et d'entretien courant du foyer. Pour les services, la hausse des prix est de 3,9% sur un an, principalement due à l'augmentation des prix des services d'hébergement. (APS) 53812/620/178 /59362

La BTS prévoit de financer plus de 20 000 projets en 2026

La Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) compte franchir un nouveau cap en 2026 avec un objectif de plus de 20 000 projets financés, contre 19 000 bénéficiaires soutenus en 2025 pour un investissement direct dépassant les 400 millions de dinars. C'est ce qu'a annoncé Mohamed Ali Nhidi, directeur central du financement à la BTS Bank, lors de son intervention sur les ondes de RTCI. Les secteurs soutenus par la banque se répartissent entre les services, les petits métiers, l'artisanat et l'agriculture, cette dernière représentant une part importante dépassant les 25 % des financements accordés. La BTS maintient son niveau

d'engagement financier tout en travaillant à diversifier ses interventions. La loi de finances 2026 a validé plusieurs lignes de financement spécifiques destinées aux clients de la BTS. Parmi ces dispositifs figurent une enveloppe de 20 000 dinars consacrée aux familles vulnérables, 5 000 dinars dédiés aux personnes en situation de handicap, ainsi que 23 millions de dinars alloués aux zones moins favorisées. Mohamed Ali Nhidi a souligné que la banque s'attèle actuellement à diversifier ses lignes de financement et ses produits bancaires. La BTS, qui bénéficie désormais du statut de banque commerciale, met à disposition de sa clientèle l'ensemble des moyens de paiement disponibles sur le marché. Pour l'année 2026, l'institution prévoit de maintenir un volume d'investissement direct supérieur aux 400 millions de dinars enregistrés en 2025, confirmant ainsi son rôle dans le soutien aux petits porteurs de projets et aux catégories vulnérables à travers le territoire tunisien.

GHANA

La banque centrale prévoit d’injecter 1 milliard \$ sur le marché des changes en janvier

La banque centrale ghanéenne prépare des ventes de devises aux banques et aux entreprises sur le marché des changes durant ce premier mois de l’année 2026. L’opération s’inscrit dans une stratégie visant à réduire les variations du taux de change et à gérer les réserves du pays.

La Banque centrale du Ghana (BoG) a annoncé, le 5 janvier 2026, son intention de vendre jusqu’à 1 milliard \$ sur le marché des changes au cours du mois. Ces dollars seront proposés aux banques commerciales et aux entreprises qui ont besoin de devises pour leurs activités, en particulier pour régler des importations. L’opération s’inscrit dans le programme d’intermédiation de change mis en place par la banque centrale. Dans ce cadre, BoG agit comme un intermédiaire pour injecter des dollars sur le marché de façon organisée. Les ventes se feront par enchères, selon des règles définies dans un nouveau cadre d’opérations de change, récemment approuvé par son conseil d’administration. Les volumes vendus peuvent évoluer en fonction des conditions du marché, du niveau de la demande en devises et de la disponibilité des réserves.

Les objectifs poursuivis par la banque centrale

La BoG explique que la vente de dollars vise d’abord à limiter les fortes variations du taux de change. Lorsque les entreprises ne trouvent pas suffisamment de devises sur le marché, la pression augmente sur le cedi. Cette situation peut entraîner une dépréciation rapide de la monnaie nationale. En injectant des dollars sur le marché, la banque centrale cherche à ré-

pondre à une partie de la demande et à éviter des mouvements brusques à court terme. Elle précise toutefois qu’elle ne cherche ni à fixer un niveau précis du taux de change ni à orienter le marché dans un sens donné. Par ailleurs, ce programme sert aussi à gérer les réserves de change du pays. La Banque du Ghana poursuit un objectif d’accumulation de réserves, tout en utilisant une partie de ces ressources lorsque le marché en a besoin. Une partie des dollars mis en vente provient du programme national d’achat d’or. Dans ce dispositif, la banque centrale achète de l’or produit localement. Cet or est ensuite converti en devises étrangères. Les dollars obtenus sont injectés sur le marché des changes de manière progressive et encadrée. Cette approche permet de canaliser les flux de devises de façon ordonnée, sans perturber le fonctionnement normal du marché.

Les résultats observés en 2025 et les enjeux pour 2026

En décembre 2025, la Banque du Ghana avait prévu de vendre jusqu’à 800 millions \$. Le montant effectivement vendu a atteint 721 millions \$. Ces ventes ont été réalisées par enchères ouvertes, accessibles à l’ensemble des banques agréées. Depuis le lancement du programme révisé en septembre 2025, les mon-

tants injectés sur le marché se répartissent comme suit : 1,1 milliard \$ en septembre, 1,3 milliard \$ en octobre, 1 milliard \$ en novembre et 721 millions \$ en décembre. Selon les acteurs du marché, ces opérations ont contribué à la stabilité du marché des changes et celui du Cedi en 2025. La Banque du Ghana indique que le cedi s’est apprécié de 40,67 % face au dollar sur l’ensemble de l’année 2025, pour atteindre environ 10,45 cedis pour un dollar. D’après des données compilées par Bloomberg, la monnaie ghanéenne a enregistré en 2025 sa première hausse annuelle depuis au moins 1994. Parmi les 144 monnaies suivies par l’agence financière, le cedi se classe au deuxième rang en termes de progression face au dollar, derrière le rouble russe. Pour 2026, l’attention se porte sur le premier trimestre. Cette période est souvent marquée par une hausse de la demande en devises. Les entreprises augmentent leurs importations et les sociétés cotées versent des dividendes à des actionnaires étrangers. Ces facteurs peuvent exercer une pression sur le marché des changes. La stratégie de la Banque du Ghana sera donc suivie de près pour évaluer sa capacité à répondre à cette demande tout en maintenant un fonctionnement ordonné du marché.

CÔTE D’IVOIRE

Les ventes d’amande de cajou attendues à 623 millions \$ pour 2025

Depuis 2015, la Côte d’Ivoire est le premier producteur mondial d’anacarde. Le pays, dont la récolte a déjà franchi le cap des 1,5 million de tonnes, monte également en puissance du côté de la transformation. Pour 2025, les recettes d’exportations ivoiriennes de noix de cajou transformées devraient un nouveau cap. Selon des déclarations de Mamadou Berte, directeur du Conseil du coton et de l’anacarde (CCA), re-

layées par Reuters, la valeur des ventes d’amandes de cajou est ainsi attendue à 350 milliards FCFA (environ 623 millions USD) pour le compte de ladite année, soit 67 % de plus que le résultat précédent (209 milliards FCFA). Ce bond annoncé s’explique principalement par la vigueur de l’activité sur le segment transformation. En effet, le volume de noix de cajou traité par les industriels devrait passer de 344 028 tonnes en 2024 à 659 579

tonnes en 2025, soit 91,7 % de progression. Dans la première économie de l’UEMOA, 37 unités de transformation d’une capacité totale installée de 830 000 tonnes sont désormais opérationnelles, contre moins de 10 en 2015, avec les investissements croissants des acteurs locaux et étrangers encouragés par des incitations fiscales et non fiscales. Alors que les autorités ambitionnent de transformer localement 50 % de sa production d’ici 2030, M. Berté af-

firme qu’une dizaine de nouveaux projets devraient prochainement ajouter 200 000 tonnes de capacité supplémentaires à l’industrie. Actuellement second plus grand exportateur d’amandes derrière le Vietnam, la Côte d’Ivoire a produit environ 1,5 million de tonnes de noix de cajou brutes en 2025, contre contre 944 673 tonnes en 2024 et 1,2 million de tonnes en 2023, selon les données du CCA.

AFRIQUE DU SUD

231 jours consécutifs sans coupure électrique pour Eskom en 2025

L’Afrique du Sud enregistre des problèmes de fourniture électrique qui durent depuis 2007. Dans le pays, l’entreprise publique Eskom est au cœur de ces difficultés d’approvisionnement en énergie. La compagnie sud-africaine d’électricité Eskom a annoncé le vendredi 2 janvier avoir assuré l’alimentation électrique pendant 231 jours consécutifs. Si cette période reste inférieure au précédent résultat de 2024 (282 jours), elle confirme néanmoins l’amélioration progressive du service par la compagnie, après une année 2023 marquée par près de 300 jours de délestage, qui avaient lourdement pesé sur l’économie de la nation la plus industrialisée du continent. Pour les dirigeants, il s’agit désormais d’un mauvais souvenir. Dans un communiqué, la compagnie souligne que seulement 26 heures de coupures planifiées ont été enregistrées en avril et mai. Plus globalement, elle pointe du doigt une amélioration de la maintenance de ses centrales qui a permis de porter le facteur de disponibilité énergétique à 69,1 % en décembre 2025, contre 56,6 % le même mois un an plus tôt. Eskom qui met en œuvre depuis quelques années un plan de rétablissement opérationnel de la production pour réduire ses dépenses en diesel, a déjà récolté les fruits de cette stratégie. Dans un communiqué publié le 28 novembre 2025, l’entreprise publique prévoit un bénéfice après impôt autour de 16 milliards de rands (971 millions \$) d’ici la fin de son année financière en mars 2026, soit un niveau similaire à celui enregistré un an plus tôt. Elle a dégagé un bénéfice net de 24,3 milliards de rands (1,47 milliard \$) au terme de la première moitié de cet exercice grâce à des réductions des coûts financiers, la baisse du niveau d’endettement et la hausse moyenne des tarifs de l’électricité. La compagnie autrefois perçue comme un boulet par les investisseurs a contribué l’année dernière à l’amélioration de la note souveraine à long terme en devises étrangères de l’Afrique du Sud, de BB- à BB, une première en deux décennies.

ZAMBIE

Le solaire s’impose comme une réponse à la dépendance à l’hydroélectricité

Face à la forte dépendance de son système électrique à l’hydroélectricité, la Zambie multiplie les projets solaires à grande échelle, une dynamique fortement engagée en 2025 et appelée à se prolonger en 2026. Le 17 décembre 2025, les autorités zambiennes ont lancé les travaux de construction du projet solaire photovoltaïque de Siavonga, d’une capacité de 100 MW, pour un investissement annoncé de 80 millions USD. Le projet est développé par la compagnie nationale ZESCO Limited à travers sa co-entreprise JIGSCO Energy Corporation Limited, en partenariat avec Jigsaw Investments et Power China comme contractant EPC. Sa mise en service com-

merciale est prévue pour décembre 2026. Il est présenté comme un levier de renforcement de la sécurité énergétique et de résilience du réseau face aux contraintes climatiques pesant sur la production hydroélectrique. Deux jours après, le 19 décembre, le gouvernement a procédé au démarrage des travaux de construction d’un autre projet solaire de 100 MW, celui de Chisamba Phase II. Selon le ministère de l’Énergie, ce projet s’inscrit également dans la stratégie nationale de diversification du mix électrique afin de réduire la vulnérabilité du système électrique. Cette séquence s’est poursuivie dès le début de 2026 avec une avancée opérationnelle, notamment à Mansa, dans la pro-

vince de Luapula, où les tests de pré-commissioning d’une centrale solaire de 50 MW ont permis l’injection d’environ 14 MW dans le réseau. Cette capacité dépasse la demande de pointe locale estimée à 9 MW, contribuant à mettre fin au délestage en journée à Mansa et partiellement à Kasama. La mise en service complète de la centrale est attendue en avril 2026. Parallèlement, cette orientation vers le solaire s’étend à la province du sud du pays, région qui concentre historiquement les principales infrastructures hydroélectriques. Les 4 et 8 décembre 2025, les autorités et ZESCO ont en effet lancé les chantiers d’une centrale solaire de 100 MW à Chirundu, d’une autre de 35 MW

à Choma, ainsi que d’une ligne d’évacuation de 330 kV. Les centrales de Chirundu et de Choma sont situées dans la même zone que les barrages hydroélectriques de Kafue Gorge Upper, Kafue Gorge Lower et Kariba North Bank, piliers historiques de la production électrique nationale. Selon l’Agence internationale de l’énergie, l’hydroélectricité représentait environ 90 % de l’électricité produite en Zambie en 2023. Mais avec des projets solaires désormais opérationnels et d’autres en construction dans plusieurs provinces, le pays pose les bases de la montée en puissance progressive d’une alternative et se dirige vers un système électrique plus fiable.

POINT-MARCHÉS

L'Europe, sauf Paris, dans le vert avant des indicateurs clés

Les principales Bourses européennes, hormis Paris, sont légèrement orientées à la hausse mardi dans le sillage de Wall Street la veille et de la clôture des places asiatiques, dans un contexte de prise de risque en ce début d'année, les investisseurs semblant faire fi des troubles au Venezuela pour privilégier les indicateurs économiques.

À Paris, le CAC 40 .FCHI recule de 0,19% à 8.196,17 points vers 08h20 GMT. À Londres, le FTSE 100 .FTSE avance de 0,50% et à Francfort, le Dax .GDAXI prend 0,14%. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E recule de 0,21%, mais le FTSEurofirst 300 .FTEU3 progresse de 0,35%. Le Stoxx 600 .STOXX gagne 0,23%, après avoir touché en séance un record à 604,12 points, soutenu par les secteurs de la santé, de l'énergie, de la finance et des ressources de base. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,12% pour le Dow Jones .DJI , un repli de 0,05% pour le Standard & Poor's 500 .SPX mais une hausse de 0,04% pour le Nasdaq .IXIC au lendemain d'une séance dans le vert. Une tendance globalement positive sur les grands marchés mondiaux se poursuit, les principales Bourses aux États-Unis, au Japon, en Corée du Sud et à Taïwan ayant atteint des niveaux records cette semaine, après que l'indice européen Stoxx 600 a franchi la barre

des 600 points pour la première fois lundi. Les stratégies actions de Goldman Sachs ont légèrement relevé leurs objectifs pour le Stoxx 600 et le FTSE britannique, anticipant un rendement d'environ 5% au cours des 12 prochains mois. Ce rallye, porté par les valeurs technologiques, financières et pétrolières, intervient alors que Nicolas Maduro a plaidé lundi non coupable des accusations de narcoterrorisme portées à son encontre par les Etats-Unis lors de sa comparution devant un juge fédéral à New York, deux jours après son arrestation par les forces spéciales américaines lors d'une opération commando à Caracas. Le marché se concentre par ailleurs sur les données économiques. L'inflation en France, harmonisée selon les normes européennes (IPCH), a décéléré à 0,7% sur un an en décembre, selon l'Insee. Les chiffres pour l'Allemagne seront connus à 13h00 GMT et ceux pour l'ensemble de la zone euro mercredi. Les investisseurs attendent également ce

mardi la publication des indices PMI sur l'activité dans les services en Europe, tandis qu'outre Atlantique le rapport officiel sur l'emploi, prévu vendredi, sera décortiqué. Sur le plan sectoriel sur le Stoxx 600, la défense .SXPARG (+0,30%) est encore recherchée dans un contexte d'incertitude géopolitique alors que se tient ce mardi à Paris une réunion de la "coalition des volontaires" pour l'Ukraine en présence de hauts diplomates américains. Le compartiment du pétrole et du gaz

.SXEP avance de 0,75% alors qu'une source a rapporté que l'administration Trump comptait discuter du Venezuela avec les compagnies pétrolières, dans le courant de la semaine. Dans l'actualité des entreprises, Next .NXT.L prend 3,20% après avoir fait état d'une hausse de 10,6% de ses ventes sur les neuf semaines s'achevant au 27 décembre, un résultat supérieur aux attentes. Le distributeur britannique a en outre relevé sa prévision de bénéfice annuel pour la cinquième fois au cours de l'année écoulée.

ASIE

Les Bourses ouvrent en hausse

Les Bourses asiatiques montaient dans l'ensemble mardi, toujours dopées par l'optimisme sur l'année qui démarre, tandis que l'or restait solide et que le pétrole se repliait, dans des marchés jugeant les incertitudes géopolitiques autour du Venezuela. A la Bourse de Tokyo vers 02H00 GMT, l'indice vedette Nikkei grimpeait de 0,86% à 52.279 points, et l'indice élargi Topix de 1,33% à 3.523 points. L'indice hongkongais Hang Seng progressait de 1,02% et Taipei gagnait 0,18%. A l'inverse, Séoul s'affichait en léger recul (-0,12%), souffrant de prises de bénéfices après son envolée de la veille.

Les places asiatiques s'inscrivent dans le sillage de Wall Street, en nette hausse lundi grâce au secteur de l'énergie . En Asie, c'est davantage l'optimisme persistant autour des valeurs technologiques qui conforte les investisseurs. Le marché du pétrole, après ses fluctuations de lundi, retombait à nouveau mardi: vers 02H10 GMT, le baril de WTI nord-américain cédait 0,51% à 58,02 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,42% à 61,50 dollars. Habituelle valeur refuge face aux incertitudes politiques, l'or s'était envolé lundi. Il continue de se renforcer mardi dans les échanges asiatiques: vers 02H10 GMT, il montait de 0,24% à 4.459 dollars l'once.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Janvier 2026

Valeur : 07 Janvier 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.7805	129.7955
1	EUR	EURO		151.6355	151.6790
1	GBP	POUND STERLING		174.1553	174.2455
100	JPY	JAPANESE YEN		82.6575	82.6881
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5889	18.5929
1	CHF	SWISS FRANC		163.3075	163.3675
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.1872	94.2254
1	DKK	DANISH KRONE		20.2998	20.3053
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0470	14.0508
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8536	12.8578
1	AED	UAE DIRHAM		35.3317	35.3397
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6026	34.6084
1	KWD	KUWAITI DINAR		422.0504	422.3739
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2885	44.7337
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2097	14.2114
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9046	24.0273
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2617	3.2719
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5985	177.5985

CAC 40

Le bon début d'année devrait se poursuivre avant de nouveaux indicateurs

La Bourse de Paris devrait poursuivre sa progression mardi à l'ouverture, les investisseurs continuant de se positionner à l'achat avant la publication de nouveaux indicateurs économiques, dont les derniers chiffres de l'inflation en Allemagne. Une demi-heure avant le coup d'envoi de la séance, le contrat "future" sur l'indice CAC 40 - livraison fin janvier - gagne 4,5 points à 8 222 points, laissant entrevoir un prolongement de la tendance favorable de la veille. Le marché parisien avait signé hier une hausse timide de 0,2%, mais toutefois suffisante pour le porter au-dessus du seuil des 8 200 points et confirmer son début d'année réussi, avec déjà 0,8% gagnés en deux séances.

A Wall Street, les places américaines ont également confirmé leur solide entame d'exercice, en dépit des complications liées au dossier vénézuélien, le Dow Jones ayant progressé de 1,2% pour se hisser vers de nouveaux records tandis que le S&P 500 prenait 0,6% et que le Nasdaq avançait de 0,7%. Aux Etats-Unis comme en Europe, la séance a été marquée par un mouvement de rotation vers les secteurs cycliques, en particulier vers les valeurs des matières premières, de l'industrie et de la finance, tandis que les secteurs défensifs comme les services collectifs, la santé et la consommation de base étaient clairement boudés, un phénomène typique d'un contexte d'appétit pour le risque.

Sur les autres marchés, la séance a pris des allures d'achat quasiment tous azimuts puisque les rendements obligataires ont reculé sur l'ensemble de la courbe et que les métaux précieux ont poursuivi leur envolée, l'or étant repassé au-dessus de 4 400 dollars l'once et l'argent au-delà de 78 dollars grâce à un bond de 8%. Le pétrole s'est joint à la fête avant de ralentir un peu l'allure ce matin. "Clairement, le marché haussier tourne encore à plein régime en ce début d'année en dépit des mauvaises nouvelles qui commencent à pointer leur nez", note Michael Brown, analyste chez Pepperstone. Les investisseurs ont non seulement fait fi des incertitudes géo-

politiques, mais aussi des déceptions sur le front macroéconomique, puisque l'ISM manufacturier américain est ressorti hier à 47,9, un niveau assez préoccupant, d'autant que la composante mesurant l'emploi s'est établie à 44,9 et les nouvelles commandes à 47,7, soit bien ancrées en zone de contraction. "Le fait que le rally n'ait pas dévié de sa course en dépit de la déception liée à l'ISM montre bien à quel point les investisseurs sont de plus en plus enclins à ignorer les mauvaises nouvelles", renchérit-on chez Danske Bank. Les investisseurs attendent désormais l'ISM des services, qui sera publié demain après-midi et qui est considéré comme un in-

dicateurs bien plus représentatif de l'économie américaine. D'ici là, les indices PMI définitifs des services pour l'Europe se trouveront au coeur de l'attention ce mardi, avec les chiffres qui devraient confirmer la poursuite d'une croissance modeste sur le Vieux Continent en ce début 2026. Les chiffres provisoires de l'inflation allemande pour le mois de décembre seront également publiés dans la matinée, avant la publication demain des données sur l'inflation dans l'ensemble de la zone euro, des chiffres qui devraient conforter l'idée que l'inflation reflue sans toutefois remettre en question l'idée que le cycle d'assouplissement de la BCE appartient désormais au passé.

ALLEMAGNE

La production d’électricité issue des énergies renouvelables quasiment stagné en 2025

La part des énergies renouvelables dans la production d’électricité allemande a quasiment stagné en 2025 malgré l’essor du solaire, selon des chiffres publiés lundi.

L'an dernier, les énergies propres ont représenté 58,8% du mix énergétique allemand, soit 0,3 point de pourcentage de plus qu'en 2024, d'après le bilan annuel du régulateur allemand de l'énergie. Le verdissement de la production d'électricité marque donc le pas après de nets progrès réalisés depuis 2021, quand les sources renouvelables (éolien, solaire, hydraulique...) ne constituaient que 43% du total. Des conditions météorologiques défavorables - notamment un vent faible au premier semestre - se reflètent largement dans ces chiffres, explique Konstantin

Zerger, expert de l'ONG environnementale DUH. En 2025, l'éolien est resté la première source d'énergie allemande, avec 30,3% de l'électricité totale produite contre 32% en 2024, selon le bilan annuel. Vient ensuite l'énergie photovoltaïque, qui a enregistré la plus forte progression cette année, grim pant de 14,7% à 16,9%. "Cela s'explique principalement par une forte augmentation des capacités de production, de près de 10 gigawatts, ainsi que par un ensoleillement supérieur à la moyenne au printemps et en été", explique le bilan annuel. Le solaire dépasse ainsi pour la première

fois la part du lignite (charbon brun), qui a reculé de 16,4% à 15,3%. Néanmoins, la fédération du secteur BSW a demandé lundi au gouvernement d'"éviter absolument une détérioration du cadre réglementaire" pour le photovoltaïque, notamment des conditions de financement des installations solaires. La part de deux autres énergies fossiles, la houille et le gaz naturel, ont pour leur part augmenté l'an dernier. En 2025, l'Allemagne est restée importatrice nette d'électricité, dépendante notamment du Danemark et du nucléaire français, mais a réduit l'écart avec ses exportations, ajoute le rapport.

VIETNAM

La croissance en forte hausse à 8% en 2025

Le Vietnam a publié lundi une croissance de son produit intérieur brut (PIB) de 8% en 2025, portée par les services, la construction et les exportations, malgré l'effet des droits de douane américains. "Le PIB de 2025 devrait enregistrer une croissance significative, estimée à 8,02% par rapport à l'année précédente",

a indiqué le Bureau des statistiques du pays dans un communiqué. Le Vietnam connaît l'une des croissances les plus rapides d'Asie depuis plusieurs années, qui s'est accélérée l'an dernier malgré de nouveaux droits de douane imposés par les Etats-Unis, son principal marché d'exportation, sur une série de produits, dont les vé-

tements et les chaussures. Le pays enregistre sa croissance la plus rapide depuis 2022, après une hausse de son PIB de 5,1% en 2023 et 7,1% en 2024. Les exportations ont atteint environ 475 milliards de dollars l'an dernier, en hausse de 17% sur un an, pour 455 milliards de dollars d'importations, également en hausse

de 19% par rapport à 2024, principalement de Chine, selon le bureau. En juillet, le Vietnam a négocié des droits de douane relativement bas de 20% avec les Etats-Unis, contre plus de 40% annoncés précédemment, en contrepartie de l'ouverture de son marché aux produits américains, notamment les voitures.

SALVADOR

Le pays enregistre son plus faible taux d’homicides, selon le gouvernement

Le Salvador a connu en 2025 son plus faible taux d'homicides depuis le début des relevés statistiques, a assuré lundi le gouvernement. Depuis mars 2022, le président Nayib Bukele revendique une offensive contre les gangs avec un régime d'exception autorisant les arrestations sans mandat, qui entraîne des violations des droits humains selon plusieurs associations humanitaires. Le taux d'homicides est tombé à 1,3 cas pour 100.000 habitants l'année dernière, contre 1,9 en 2024, a indiqué le ministre de la Justice et de la

Sécurité, Gustavo Villatoro. Ces données "nous permettent désormais d'affirmer avec certitude (..) que le Salvador est le pays le plus sûr de l'hémisphère occidental", a ajouté M.Villatoro. Le taux d'homicides au Salvador avait atteint 106 cas pour 100.000 habitants en 2015. Il était alors l'un des pays sans guerre les plus violents au monde. Dans le cadre du régime d'exception en place dans le pays, près de 91.000 membres présumés de gangs ont été arrêtés, mais environ 8.000

d'entre eux ont été libérés après avoir été déclarés innocents, indiquent les chiffres officiels. Selon l'ONG Socorro Juredico Humanitario, 473 personnes sont mortes en prison depuis la mise en place de ce régime. Une large partie d'entre elles n'avait pas été déclarée coupable par un juge. Selon le président Bukele, les gangs contrôlaient 80% du territoire national avant le début de son offensive. Ils se finançaient en extorquant des milliers de Salvadoriens, assassinant les personnes qui ne payaient pas.

ETATS-UNIS

Le sidérurgiste australien BlueScope Steel étudie une offre de rachat de 7,5 milliards d’euros

Le sidérurgiste australien BlueScope Steel a annoncé évaluer une offre conjointe de rachat de 13,2 milliards de dollars australiens (7,56 milliards d'euros) provenant d'un concurrent américain et d'une entreprise locale. BlueScope Steel, qui compte plus de 16.500 employés dans le monde, a indiqué qu'il s'agissait de la quatrième tentative de l'américain Steel Dynamics d'acquérir ses activités sidérurgiques aux Etats-Unis. Dans cette dernière offre, Steel Dynamics s'est associé à SGH, une société australienne active dans l'industrie, l'énergie et les médias.

SGH rachèterait toutes les actions de BlueScope, basé à Melbourne, puis vendrait les activités nord-américaines du groupe à Steel Dynamics en conservant le reste de ses opérations sidérurgiques. BlueScope "examine et évalue la proposition", a annoncé l'entreprise australienne dans un communiqué publié après la fermeture des marchés financiers lundi. Le sidérurgiste a précisé qu'il étudierait l'offre de rachat à l'aune de sa propre "valeur fondamentale", en tenant compte notamment de ses prévisions d'amélioration des coûts et de la productivité, d'une hausse des flux de trésorerie et d'une progression des revenus.

Il a expliqué que trois précédentes offres de rachat impliquant Steel Dynamics, basé à Fort Wayne, dans l'Indiana, avaient "considérablement sous-évalué BlueScope et ses perspectives d'avenir". SGH et Steel Dynamics ont dit que leur dernière proposition représentait une valorisation totale des capitaux propres de 13,2 milliards de dollars australiens (7,56 milliards d'euros). Elle offre aux actionnaires de BlueScope "une opportunité immédiate et certaine de réaliser une augmentation significative de la valeur" du titre, ont-ils estimé dans un communiqué mardi.

ETATS-UNIS

Le secteur industriel poursuit sa contraction

Le secteur industriel a continué à se contracter en décembre aux Etats-Unis, selon un baromètre publié lundi affichant la pire performance pour l'année 2025. L'indice publié par la fédération professionnelle ISM, basé sur les réponses d'un panel d'entreprises, s'est établi à 47,9%, marquant le dixième mois consécutif de contraction (50 étant la limite entre contraction et expansion). Les analystes s'attendaient à ce que l'indice reste globalement stable par rapport à novembre, selon le consensus publié par Market-Watch. Les réponses des responsables des entreprises interrogés par la fédération ISM témoignent d'un certain désarroi. "L'année (s'est terminée) sur une note mitigée", a relevé un sondé du secteur de la chimie, cité dans le rapport. "Nous avons réussi à maîtriser nos coûts, mais la demande a baissé et ce sont les droits de douane qui en sont la cause", a-t-il également estimé. D'autres ont souligné que la situation s'est calmée sur le front des droits de douane, mais les prix de tous les produits restent élevés.

JAPON

Un exploitant de centrale nucléaire pourrait avoir sous-estimé les risques sismiques

L'exploitant d'une centrale nucléaire au Japon a reconnu avoir présenté aux autorités des données sous-estimant potentiellement les risques sismiques, à l'heure où l'archipel relance son parc nucléaire près de 15 ans après la catastrophe de Fukushima. La centrale nucléaire de Chubu Electric Power Co. à Hamaoka (centre), située dans une région exposée au risque de "méga-séisme", fait actuellement l'objet de contrôles de sûreté réglementaires en vue de redémarrer deux réacteurs. Mais le président de l'opérateur, Kingo Hayashi, a déclaré tard lundi que le niveau du mouvement sismique maximal en surface que la centrale pourrait subir lors d'un tremblement de terre "a peut-être été sous-estimé". "Cet incident pourrait affecter gravement le processus d'examen (de sûreté) et miner la confiance des communautés locales et des autres parties prenantes dans notre activité nucléaire, et potentiellement en ébranler les fondements mêmes", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse convoquée en urgence. Le Japon a fermé tous ses réacteurs nucléaires après le triple désastre (séisme, tsunami et catastrophe nucléaire) de Fukushima en mars 2011, alors que la population exprimait son inquiétude. Mais l'archipel, pauvre en ressources, veut réduire sa forte dépendance aux combustibles fossiles, atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et répondre à la demande croissante d'électricité liée à l'intelligence artificielle, ce qui l'a poussé à entamer un retour progressif à l'atome civil. Au total, 14 réacteurs ont ainsi déjà été remis en service après la mise en place de normes de sécurité strictes.

Les hackers de ShinyHunters croyaient avoir piraté une entreprise, c'était un piège

Les chasseurs chassés. L'entreprise de cybersécurité Resecurity a retourné la situation en piégeant le groupe ShinyHunters dans un honeypot ultra-réaliste garni de fausses données. Les hackers se sont vantés d'avoir compromis l'entreprise, alors qu'ils n'ont récupéré que de fausses informations.

Resecurity utilise des honeypots pour piéger les hackers. C'est simple : on crée des systèmes informatiques factices, remplis de données bidons, et on attend que les cybercriminels mordent à l'hameçon. Le tout fonctionne avec de l'IA pour générer des données particulièrement convaincantes.

Un piège qui a marché sur ShinyHunters

Tout a commencé le 21 novembre 2025. L'équipe de Resecurity repère quelqu'un qui fouille ses services publics. Le pirate vise un compte sans privilèges élevés, histoire de tenter une escalade. Resecurity décide alors de lui préparer une surprise : un faux système bourré de 28 000 profils d'utilisateurs et 190 000 transactions de paiement. Tout généré par IA. Ils créent même un compte appât, "Mark Kelly", qu'ils plantent sur Russian Marketplace pour attirer les attaquants.



Entre le 12 et le 24 décembre, le pirate lance plus de 188 000 requêtes pour vider le système. Il utilise des proxies résidentiels, des serveurs qui masquent sa vraie adresse IP. Resecurity les bloque petit à petit, forçant le pirate à réutiliser des adresses qu'il a déjà utilisées. Résul-

tat : ils collectent des infos sur son infrastructure. Ensuite, Resecurity transmet tout aux autorités.

Et le piège continue. Resecurity avait aussi préparé de fausses instances Office 365, des VPN bidons et un Mattermost (un logiciel de chat) rempli de conversa-

tions factices générées par ChatGPT. Datées de 2023, histoire que ça fasse crédible. Ces systèmes sont isolés du réseau réel, donc zéro risque.

ShinyHunters se vante sur Telegram le 3 janvier d'avoir obtenu un "accès complet" à Resecurity.

Ils publient même des captures d'écran : le Mattermost du Mark Kelly, des domaines qui n'existent pas comme "resecurity.com", des tokens d'API inutiles, de vieux logs sans intérêt. Resecurity identifie une adresse Gmail, un numéro américain et un compte Yahoo utilisés pendant l'opération.

Cette contre-attaque montre que les honeypots modernes peuvent s'avérer particulièrement efficaces, même contre des groupes de cybercriminels connus. Cela permet de transformer une tentative de piratage en mine d'infos. Les données récoltées en disent long sur les intentions des hackers et peuvent être utiles pour renforcer les défenses.

TSMC : son développement aux États-Unis lui coûte incroyablement cher

Le fondateur taïwanais continue de se déployer aux États-Unis. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que ses opérations n'y sont vraiment pas très rentables ! Depuis plusieurs années, les États-Unis essaient d'attirer les géants des semi-conducteurs, et surtout TSMC, pour qu'ils produisent sur le territoire de la première puissance économique mondiale. Une volonté qui est devenue encore plus dure avec Donald Trump, dont la pression s'est accrue sur l'entreprise, qui a en retour promis des investissements encore plus incroyables aux USA. Mais le prix est vraiment conséquent !

Une marge brute divisée par huit pour TSMC aux États-Unis !

On savait que produire aux États-Unis coûtait cher à TSMC, mais on n'avait peut-être pas idée des sacrifices auxquels consentaient le fon-

deur taïwanais. Les détails nous sont aujourd'hui plus clairs grâce à des données compilées par Semianalysis. Dans le cas de la production de wafers pour des puces gravées à 5 nanomètres, les données délivrées indiquent ainsi que la marge brute de TSMC s'effondre entre les produits réalisés dans une usine à Taïwan, et les mêmes aux États-Unis. En fait, cette marge passe de 62% à Taïwan à seulement 8% aux États-Unis, soit une division quasiment par huit de cette dernière !

Un choix géopolitique bien plus qu'économique

Deux éléments clés permettent de comprendre cette incroyable différence. Le premier, c'est le coût du travail, qui est deux fois plus élevé pour TSMC aux États-Unis qu'à Taïwan. Le second est ce que l'on ap-

TSMC 5 nm wafer economics, 2025

Item	Unit	Taiwan		US
		Fab 18 Phase 1-3	Fab 21, Phase 1	
Fab capex	US\$	27,000,000,000	14,380,000,000	
Wafer fab equipment	US\$	22,950,000,000	8,600,000,000	
Non-wafer fab equipment	US\$	4,050,000,000	5,690,600,000	
Installed wafer starts per month	Thousand	90	24	
Raw materials	\$/wafer	1,520	3,040	
Labor cost	\$/wafer	1,800	3,600	
Utilities	\$/wafer	630	630	
Consumables	\$/wafer	760	760	
Overhead	\$/wafer	471	803	
Depreciation per wafer	US\$	1,500	7,289	
Variable costs per wafer	US\$	5,181	8,833	
Total cost per wafer	US\$	6,681	16,123	
Gross margin per wafer	US\$	10,819	1,377	
Gross margin per wafer	%	62%	8%	

Source: Semianalysis, November 30, 2025

pelle la « dépréciation », un concept comptable qui répartit le coût très élevé d'équipements sur une longue durée. Ici, ce sont les coûts relatifs à la création des fabs de TSMC qui

sont mis en rapport avec chaque unité de wafer produit. Plus la productivité des équipements est élevée, moins la dépréciation est haute. Or, la dépréciation est quasiment

cinq fois plus importante aux États-Unis qu'à Taïwan, et ce pour plusieurs raisons (les coûts de construction, la productivité, l'intensité du fonctionnement des équipements...).

Pour autant, ces mauvais chiffres économiques ne devraient changer en rien la stratégie de TSMC. Car l'idée principale est de sécuriser les chaînes d'approvisionnement pour les semi-conducteurs, dans un environnement géopolitique qui tend de plus en plus à se réorganiser en blocs de puissance, avec de fortes frictions aux frontières des zones d'influence. Et Taïwan, où opère TSMC, est pile sur l'une des zones les dangereuses à ce niveau au monde, entre la Chine et les États-Unis. On imagine donc que le déploiement américain du fondeur va tout de même continuer de plus belle.

Brèves

Gmail abandonne le protocole POP3

Dans une note de support, Google indique que « la récupération d'emails provenant de comptes tiers dans votre compte Gmail, à l'aide du protocole POP, ne sera plus prise en charge. » Si le fournisseur ne donne pas de raisons officielles pour cet arrêt de prise en charge, il pourrait être motivé par des questions de sécurité. En effet, les données, identifiant de connexion ainsi que le contenu des courriels sont transmis en texte clair. A noter que Google met également fin au service Gmailify un service proposant la protection contre le spam ou l'organisation de la boîte de réception

appliquée au compte de messagerie tiers.

Puce Qualcomm Dragonwing IQ10 Series

Au CES 2026, le fournisseur de puces a présenté une architecture robotique intégrant matériel, logiciels et une intelligence artificielle dédiée. Celle-ci prend en charge la perception avancée, la planification des mouvements avec des modèles d'IA de bout en bout tels que les VLA et les VLM, permettant des capacités de manipulation généralisées et l'interaction homme-robot. Il a aussi annoncé son dernier processeur destiné aux robots mobiles autonomes industriels et aux humanoïdes avancés de taille

réelle, le Dragonwing IQ10 Series. Qualcomm a indiqué être en pourparlers avec Kuka Robotics pour intégrer sa dernière génération de puce dans les robots humanoïdes de ce dernier.

HP-UX tire sa révérence après 43 ans d'existence

Le 31 décembre 2025 marque la fin du support standard de HP-UX 11i v3, dernière version du système d'exploitation Unix propriétaire de HPE. C'est l'épilogue d'une histoire entamée en 1982 avec la sortie de HP-UX sur les machines HP 9000 Series 500 équipées de processeurs Focus. La dernière version de cet OS, HP-UX 11i v3 release 2505, a été publiée en mai 2025 pour les

serveurs Integrity fonctionnant avec les processeurs IA-64 Itanium d'Intel. Le système entre désormais en phase de « Mature Software Product Support without Sustaining Engineering » sans correctifs ni évolutions, avec un support limité jusqu'au moins fin 2028. Tout au long de son existence, HP-UX a connu de nombreuses évolutions architecturales : du Motorola 68000 au PA-RISC propriétaire de HP, puis vers l'architecture Itanium d'Intel. Cette dernière mutation scelle son destin : avec l'arrêt de la production des processeurs IA-64 par Intel en 2021, HP-UX n'avait plus de matériel sur lequel s'exécuter et incitait ses clients à passer sur x86. Environ 4 000 clients utilisent encore HP-UX. HPE les encourage à migrer vers Linux, notamment via des conteneurs.

AVEC ENCORE PLUS DE CHEVAUX

Le pick-up le plus puissant de l'histoire est de retour

Filiale de Dodge, la marque RAM vient de présenter une toute nouvelle évolution de son pick-up star. Ce dernier n'y va pas avec le dos de la cuillère en s'offrant une fiche technique que bon nombre de supercars lui envient déjà. Mais le pick-up sportif sous amphétamines reste néanmoins un pur et dur, fidèle à un gros moteur V8 sans la moindre adjonction d'hybridation, aucune électrification, même à dose infinitésimale, n'est au programme. Il affiche carrément 50 ch de plus qu'un Ferrari Purosangue !

Aux pays de l'Oncle Sam, les singularités automobiles ne manquent pas. Si vous soulevez le capot de cet engin atypique vous découvrirez un moteur V8 cubant généreusement 6,2 litres, une noble cylindrée en mesure de délivrer une valeur de couple de 922 Nm et surtout de procurer de très vives accélérations. La fiche technique indique un exercice du 0 à 100 km/h expédié en moins de 3,5 secondes ce qui donne immédiatement le ton. Avec un tel pedigree, l'on pense en priorité à une déclinaison très délurée de la Ford Mustang à mi-chemin entre la Dark Horse et la GTD, une nouvelle émanation de la Chevrolet Corvette ou encore à une héritière de la Viper. Et pourtant vous n'y êtes pas du tout, bien au contraire.

Quelle puissance sous le capot du nouveau RAM TRX ?

Car il s'agit bien du tout nouveau RAM TRX, le célèbre pick-up américain d'ores et déjà annoncé pour l'année modèle 2027. Ce qui signifie qu'outre-Atlantique, où la notion de millésime perdure encore, il arrivera en concession au second semestre 2026. Le RAM TRX monte encore d'un cran question puissance. Le lancement de cette version ne disposant de pas moins de 777 ch sous le capot coïncidera avec le retour aux avant-postes de la division SRT de la maison mère, la marque automobile américaine Dodge - actuellement dans une très mauvaise passe - qui après avoir mis toute son énergie sur l'électrique ne renoncera pas finalement aux gros moteurs thermiques. En témoigne le slogan sans ambages de SRT "Il est temps de faire du bruit à nouveau". Le label dont la signification est Street & Racing Technology, crée à Détroit en 2002 aurait du devenir une marque à part entière au milieu des années 2010 avec pour fer de lance la SRT "Chrysler" Viper. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. Aujourd'hui SRT est de retour, c'est l'emblématique pick-up RAM qui en est l'ambassadeur.

Quelles sont les spécificités techniques du RAM TRX 2027 ?

Afin de canaliser cette débauche de puissance, le pick-up RAM TRX bénéficie d'une transmission automatique à huit rapports associée en permanence aux quatre roues motrices. Et pour s'affranchir de toutes les difficultés hors bitume, une boîte de transfert à deux vitesses est disponible. Cet équipement dispose d'un mode Baja pouvant, au besoin, répartir 75 % de la valeur de couple disponible sur les roues arrière.



Pour franchir sans la moindre anicroche les plus profondes ornières, Ram conserve son partenariat avec le spécialiste Bilstein qui livre ses amortisseurs e2 Blackhawk. À l'avant, la suspension offre un débat-

tement de 33 cm (13 pouces), tandis que l'essieu arrière propose un débattement de 35,6 cm (14 pouces) et est équipé d'un différentiel autobloquant électronique. Ram annonce une garde au sol de 30 cm (11,8 pouces) pour le

TRX. Les amortisseurs actifs et adaptatifs surveillant et ajustant en permanence les taux d'amortissement en détente et en compression. Afin de lisser les accélérations brusques et surtout compenser l'impact pour que l'atterrissage se passe le plus possible en douceur. Bref, ce Ram fait son possible pour tomber à pic.

Quel prix ce pick-up de 777 ch ?

Extérieurement, le TRX 2027 n'apporte que quelques nouveautés cosmétiques vis-à-vis d'un RAM 1500 Rebel. Le TRX n'est proposé qu'en versions Crew Cab et Short Bed. Il est néanmoins surélevé de 5 cm et plus large de 20 cm. Les jantes de 18 pouces noir satiné sont offertes de série et affleurent de justesse les disques de frein avant et arrière de 15 pouces. Peintures guerre obligent, les emblèmes SRT et le T-Rex sont indéniablement nouveaux, le TRX 2027 affirme son caractère agressif. Ram équipe l'habitacle du TRX de sièges avant chauffants, ventilés et massants. L'écran central tactile mesure 14,5 pouces, l'affichage numérique du conducteur 12,3 pouces et un grand affichage tête haute de 10 pouces est également présent. Mélomanes ou pas, les acheteurs du TRX bénéficieront également en série d'un système audio Harman Kardon à 19 haut-parleurs. Une dotation expliquant en partie un prix de base assez haut perché. Comptez 102 290 \$ soit l'équivalent de 87 275,92 € sans les options. Face à cet affront que représente le RAM TRX, Ford prévoit déjà sa réponse. Un prototype de Raptor hautes performances exposé au SEMA Show 2025 a donné une piste.

Mots fléchés

Préfecture des Landes		Appro- piation		Peu Enveloppes de caoutchouc		Crépitement		Encerclée		Ville de Mayenne		Éduquer	
Huer								Rôder		Désert rocheux		Phénomène	
								Affluent de la Saône					
Allonger		Première page				Cadeau							
						Imitées Galère royale							
Peintre français (Edgar)		Infantile								Lentille bâtarde			
					Troisième personne du pluriel					Travail obligatoire			
					Boisson du matin						Germanium		
											Pour remplacer		
Pays africain		Femelles d'un roi		Partie d'un bateau				Pièce du jeu d'échec					
								Commune d'Italie					
				Avec les Lambics et Lager				Surprise partie					Petit saint
								Derniers					
Ville de carnaval				Os de la cuisse						Département français	Einstei- nium		
Père de Jason											Os de poisson		
				Plusieurs Leu		Distingué							
Temps d'une révolution					Complète								Entendaient
Naturelles			Aventures		Derrières								
						Haute coiffure						Grand arbre de l'île de Java	
Fondement	Prière que dit le prêtre en se lavant les mains						Préfecture du Calvados	Faux marbre					
	Incident							Os de la jambe					
				Auteur de rumeurs		Démon- stratif				L'érythro- poïétine			
										Longue période			
Martelé		Nenni				Continent					Or		
						Rivière du Congo					Légumi- neuse		
								Port breton					
								Siège d'apparat					
Pensées		Points cardinaux opposés		Chemin								Surveillant	
					Son dieu: Bacchus		Radium			Voile triangu- laire			
							Lycée technique			Responsable du sida			
Chevalier efféminé				Bécane							Id est		
				Lac des Pyrénées					Aperçu		Note de musique		
Indium													
		Pronom personnel				À peu près							
Braise						Sont aptes							

PÉTROLE
Le Brent à 62,02 dollars

Les cours du pétrole étaient stables, mardi, dans un marché qui continue de scruter l'évolution des tensions géopolitiques au niveau mondial. Durant la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 0,42% à 62,02 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février, gagnait 0,34% à 58,52 dollars.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Mercredi 7 janvier 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PRÉSIDENTENCE-AUDIENCE

Tebboune reçoit
l'ambassadrice des
Etats Unis d'Amérique
en Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi à Alger, l'ambassadrice des Etats Unis d'Amérique en Algérie, Mme Elizabeth Moore Aubin, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie.

APN

La SNTF prévoit deux
dessertes quotidiennes de
voyageurs Bechar-Tindouf

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a présidé une réunion de coordination avec les présidents des groupes parlementaires, consacrée aux questions d'intérêt national, indique un communiqué de l'Assemblée.

La réunion, tenue lundi, a abordé "les principales préoccupations sur la scène nationale et les moyens de les traiter efficacement, à travers un échange de vues sur la contribution parlementaire à la proposition de solutions adéquates répondant aux aspirations des citoyens", précise la même source.

A cette occasion, M. Boughali a mis l'accent sur l'importance de "la coordination et de la concertation entre les différents groupes parlementaires, en vue de renforcer le rôle de l'APN dans l'appui aux efforts nationaux pour le traitement des questions prioritaires".

MONNAIES

Le dollar stable face aux
autres devises

Le dollar était stable, mardi, face aux autres devises, dans un marché patientant avant la publication de plusieurs indicateurs économiques américains.

Au milieu de la matinée, le billet vert prenait tout juste 0,07% à la monnaie unique européenne, à 1,1714 dollar pour un euro, et grappillait 0,04% à la livre sterling, à 1,3536 dollar.

Le billet vert, qui était sur une tendance haussière, a été affecté par l'indice ISM d'activité industrielle aux Etats-Unis pour le mois de décembre ressorti en deçà des attentes, à son plus bas niveau en 2025.

Les cambistes patientent avant la publication d'une série de données sur l'emploi américain en décembre dont l'enquête d'ADP/Stanford Lab sur le secteur privé, attendue mercredi, et le rapport du département du Travail, prévu vendredi.

Quant à elle, la livre sterling pourrait légèrement bénéficier à terme des récentes déclarations du Premier ministre britannique, Keir Starmer, souhaitant renouer des relations commerciales plus étroites avec l'Union européenne, près de six ans après le Brexit.

TLEMCCEN

Lancement prochain de la réalisation du
second tronçon du dédoublement de la RN 22

Le lancement des travaux de réalisation du deuxième tronçon du dédoublement de la route nationale RN 22, dans sa partie reliant les communes de Terny Beni Hediel et le village de "Sahb", dans la wilaya de Tlemcen, est prévu au cours du premier trimestre en cours de l'année 2026, a indiqué, mardi, le service du développement des infrastructures et des routes de la Direction de wilaya des Travaux publics.

Les travaux de ce tronçon s'étendront sur une distance de 8 kilomètres, pour une durée d'environ un an et demi, pour une enve-

loppe financière estimée à 3 milliards de dinars, selon la même direction, ajoutant que l'étude relative au troisième tronçon du projet a été achevée et sa réalisation est prévue sur une distance de 16 kilomètres, entre le village de "Sahb", relevant de la commune de Terny Beni Hediel, et la commune de Sebdou.

Le même service a rappelé que le premier tronçon du projet a été réalisé sur une distance de 13 kilomètres entre les communes de Tlemcen et de Terny Beni Hediel par les deux entreprises publiques "STARR" et "SE-ROR", et a été mis en service en novembre

2024.

Par ailleurs, le service prévoit, au cours du premier trimestre de l'année en cours, l'élaboration d'études pour la réalisation de trois échangeurs : le premier entre la route nationale RN 22 et le chemin de wilaya CW 1, le deuxième entre la RN 22 au niveau du village de "Aïn El Hadjar" et l'autoroute Est-Ouest, et le troisième au carrefour de la RN 22 au quartier "Imama" de la commune de Mansourah. Il est également prévu l'élaboration d'une étude pour l'aménagement de l'entrée de l'aéroport international "Messali El Hadj", selon la même source.

EL TARF

Deux véhicules de tourisme aux réservoirs modifiés
pour la contrebande de carburant interceptés

Deux véhicules de tourisme dont les réservoirs ont été modifiés pour être utilisés dans la contrebande de carburant ont été interceptés dans la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris, lundi, auprès de la sûreté de wilaya. Le responsable de la communication de ce corps constitué, l'officier de police principal

Hamza Djellab, a précisé que cette opération, inscrite dans le cadre d'une coordination opérationnelle entre les services de police, de la gendarmerie nationale et des douanes algériennes visant à protéger l'économie nationale et à lutter contre la contrebande et les crimes transfrontaliers, a été menée lors

d'une patrouille à l'entrée de la commune frontalière de Souarekh. Lors de cette opération, au cours laquelle des véhicules de différentes catégories étaient surveillés, les deux voitures en question ont été interceptées et leurs conducteurs interpellés en raison des modifications apportées à leurs réservoirs pour la

contrebande d'essence, selon la même source.

Le responsable de la communication de la sûreté de wilaya a ajouté que les dispositions légales d'usage ont été prises, de concert avec les autorités judiciaires territorialement compétentes, à l'encontre des individus arrêtés.

FRANCE/CARBURANTS

Les prix à la pompe augmentent à nouveau en ce début d'année

La facture du plein a progressé de plusieurs centimes ces dernières semaines, selon les données officielles. Une tendance qui pourrait se poursuivre. Les prix à la pompe font du yo-yo. Alors que la facture du plein avait considérablement baissé durant le mois de décembre, la courbe est repartie à la hausse, ces dernières semaines. Une tendance qui était prévue et pourrait se poursuivre, selon les professionnels du secteur pétrolier. Dans le détail, le prix moyen du litre de gazole a augmenté à

nouveau de 2,9 centimes la semaine dernière, à 1,5895 euro, selon des données publiées ce lundi par l'État. Il a ainsi progressé de près de 6 centimes par rapport au plus bas enregistré mi-décembre, lorsqu'il coûtait 1,5299 euro seulement. Le tarif reste malgré tout bas, par rapport aux pics à plus de 1,72 euro, observés en début d'année dernière, mais la courbe est clairement orientée à la hausse. Même constat du côté de l'essence. Le litre de SP95-E10 a pris 2 centimes, la semaine der-

nière, atteignant 1,6523 euro en moyenne, selon les services de l'État. La hausse atteint 1,5 centime pour le SP95 et 1,77 centime pour le SP98, également. Là encore, l'augmentation est continue depuis mi-décembre, même si les pics restent lointains. La facture du plein débute donc 2026 comme 2025 : en augmentant. Une tendance qui suit en partie le baril de Brent, qui a pris environ deux dollars depuis les premières heures de l'année.

TIMIMOUN

Une moisson de plus de 220.000 quintaux de maïs attendue
cette saison

Une récolte de plus de 220.000 quintaux de maïs en grain est attendue dans la wilaya de Timimoun, au terme de la campagne de moisson qui a été lancée ce mardi, avec une prévision de rendement de 55 quintaux à l'hectare, estiment les services agricoles de la wilaya. Le coup d'envoi de la campagne de moisson a été donné par les autorités de la wilaya depuis l'exploitation de Azzi Sol-tane, à Ougrout, a précisé la source en signalant que la superficie réservée cette année à la maïsiculture est de plus de 4.400 hectares, irriguées sous 144 pivots, à travers les périmètres d'Ougrout, Amguidène et Metarfa. Cinquante (50) camions, 28 moissonneuses, sept (7) séchoirs et sept (7) unités de stockage ont été mobilisés par l'Office national des aliments de bétail (ONAB- Bougtob), pour assurer le bon déroulement de la campagne et de

l'acheminement de la récolte vers l'unité ONAB de Bougtob, a fait savoir à l'APS le directeur adjoint des services agricoles de la wilaya, Mohamed Nadjji. A cette occasion, le Secrétaire général de la wilaya de Timimoun, Brahim Louadi, a indiqué que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme national de développement des cultures stratégiques et que la wilaya a enregistré un accroissement de 41% de la superficie réservée à la maïsiculture par rapport à l'année dernière. Il a expliqué cette hausse par les efforts déployés par les pouvoirs publics en matière notamment d'accompagnement des agriculteurs, de raccordement des exploitations agricoles à l'électricité et d'ouverture de pistes d'accès, appelant les agriculteurs intéressés à investir dans les cultures stratégiques, en appui aux efforts de l'Etat visant à atteindre l'autosuffisance et la sécurité alimentaires.

Pour sa part, le président de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya, Mohamed Kerroumi, a indiqué que Timimoun connaît un essor dans le domaine agricole, notamment dans les cultures stratégiques, grâce à l'accompagnement et l'orientation des agriculteurs par des spécialistes sur le respect de l'itinéraire technique, les modes modernes d'irrigation, l'utilisation de fertilisants et le suivi continu de la récolte, de sorte à accroître les rendements. Dans le même registre, la wilaya de Timimoun a réceptionné cette saison sept (7) unités de stockage de céréales et deux (2) autres sont en chantier et devront l'être prochainement, ce qui portera la capacité de stockage globale à 45.000 tonnes et soulagera les agriculteurs de la contrainte d'acheminement de leur récolte vers la wilaya voisine d'Adrar.